



Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du Mercredi 22 janvier 2020

Le vingt-deux janvier deux mille vingt à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué le 15 janvier 2020, s'est réuni Salle du Conseil municipal, Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Didier GUILLAUME, Maire.

Étaient présents :

Mmes et M GUILLAUME Didier, DIGUET Patrice, BRAHIMI Nadia, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, MASSÉ Elodie, ARNAUD Anne Marie, LUC Nadine, JUHEL Françoise, ROCHE Gabriel, TISLER Frédéric, HERVY Patrick, BOIVIN Bernard, MORO Christiane, ATHÉA Bernard, GRASSET-PRIAN Chantal, ZIEGELMEYER Laurent, BELLIER Carole (*à partir de 20h15*), LEONCE Vanessa, GAUSSENT François, JULLIAN Anne-Laure, DITOPE-LINDOUME Emilienne, ESSONE MENGUE Terence, ALIROL Béatrice, PANETTA Tonino, COELHO Vasco, BERCIER Corinne, DRUART Frédéric, SALIM Malika, FRANCISOT Amandine, BARON Monique.

Étaient représentés :

Mme BENKAHLA Malika	mandat à M. AOUMMIS Hassan
M. ENNAOURA Hafid	mandat à M. DIGUET Patrice
Mme GUINERY Annick	mandat à Mme JUHEL Françoise
Mme LEROY Sylvie	mandat à M. BOIVIN Bernard
Mme RIFFAUD Isabelle	mandat à Mme BRAHIMI Nadia
Mme BELLIER Carole	mandat à Mme ARNAUD Anne-Marie (<i>jusqu'à 20h15</i>)
Mme OSTERMEYER Sushma	mandat à M. PANETTA Tonino
M. THIAM Moustapha	mandat à M. DRUART Frédéric
M. PERYAGH Yves	mandat à Mme BARON Monique

Étaient absents : M. DUPUY Gilles, M. MELY Laurent, M. AIT IDIR Jamil, M. BRIENNON Jean Marc.

Secrétaire de séance : M^{me} Vanessa LÉONCE

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Installation d'un nouveau conseiller municipal en remplacement d'un élu démissionnaire	4
→ Appel	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 18 décembre 2019	4
→ 1. Vœu de la majorité municipale concernant la solidarité avec le peuple tamoul	6
→ 2. Modification du nombre d'adjoints au Maire et des rangs de classement	7
RESSOURCES HUMAINES	8
→ 3. Modification du tableau des effectifs du personnel communal	8
FINANCES — MARCHÉS PUBLICS	8
→ 4. Approbation des taux d'imposition 2020	8
→ 5. Clôture de trois opérations gérées en autorisation de programme	8
→ 6. Création de six opérations gérées en autorisation de programme	8
→ 7. Approbation du budget primitif — Exercice 2020 — Budget principal	9
→ 8. Approbation du budget primitif — Exercice 2020 — Budget annexe des parkings	21
CULTURE.....	21
→ 9. La Tannerie : modification du mode de fonctionnement des élections des représentant.es au conseil d'établissement.....	21
→ 10. Approbation de la convention de partenariat avec l'agence Aristeas pour l'édition d'un livre sur le château de Choisy-le-Roi	22
→ 11. Nouvelle dénomination de la médiathèque des Gondoles	22
HYGIÈNE SANTÉ	23
→ 12. Approbation de la convention entre les villes de Choisy-le-Roi, de Thiais et d'Orly concernant le financement du service d'aide médicale initiale (SAMI).....	23
DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	23
→ 13. Rapport d'activités 2018 de la Régie personnalisée pour la Valorisation et l'Exploitation des déchets de la région de Rungis (RIVED).....	23
DÉVELOPPEMENT LOCAL ET CITOYENNETÉ.....	25
→ 14. Mise à jour de la Charte des relations partenariales entre la commune de Choisy-le-Roi et le tissu associatif local	25
→ 15. Répartition de la subvention aux associations locales pour la location d'un transport collectif — 1er versement	27
VIE INTERNATIONALE	27
→ 16. Avenant n° 2 à la convention FICOL projet « un marché pour Tringa »	27
RENOUVELLEMENT URBAIN	29

→ 17. Quartier Sud : Approbation du programme de Renouvellement Urbain du quartier sud de Choisy-le-Roi et du projet de convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain de Choisy-le-Roi dite « Convention de Site Quartier sud Choisy-le-Roi », autorisation de signer cette convention et de solliciter les subventions inscrites.....	29
→ 18. Quartier Sud : Approbation du projet de convention pluriannuelle cadre de renouvellement urbain de l'Établissement Public Grand Orly Seine Bièvre dite « Convention Cadre Territoire Grand Orly Seine Bièvre », autorisation de signer cette convention et de solliciter les subventions inscrites.....	32
→ 19. Quartier Sud : Approbation du projet de convention partenariale Ville-EPT-Valophis Habitat pour l'aménagement du secteur Navigateurs/Cosmonautes, autorisation de signer cette convention et approbation des principes de concertation réglementaire en vue de l'aménagement des Navigateurs/Cosmonautes et préalable à la création d'une ZAC sur le secteur Navigateurs/Cosmonautes.....	32
→ 20. Quartier Sud : Approbation du projet de convention et autorisation de signer cette convention cadre « 100 Quartiers Écologiques et innovants » avec la Région Île-de-France	33
→ 21. Quartier Sud : Approbation de lancer le concours de maîtrise d'œuvre en vue de la réalisation d'un équipement socioculturel, son parvis et son parking.....	33
HABITAT	33
→ 22. Approbation de la charte départementale pour le logement étudiant	33
→ 23. Garantie d'emprunt accordée au bailleur CDC HABITAT SOCIAL (EFIDIS) pour la réhabilitation de 32 logements sis 6 bis rue Verdun.....	34
→ 24. Garantie d'emprunt accordée au bailleur CDC HABITAT SOCIAL (EFIDIS) pour la réhabilitation de 10 logements sis 21, rue Georges Clémenceau	34
→ 25. Approbation des conventions de l'année 2020, pour la reconduction de mesures d'accompagnement social liées au logement (ASLL).....	34
URBANISME	35
→ 26. Approbation de la convention de mise à disposition à la Ville d'un terrain à Congis-sur-Thérouanne.....	35
→ 27. Approbation de l'avenant n° 5 au traité de concession d'aménagement de la ZAC des Hautes Bornes et de l'avenant n° 1 de la convention de subventionnement	36
→ 28. Dénomination du gymnase des Hautes Bornes.....	38
ADMINISTRATION GÉNÉRALE	39
→ 29. Modification du guide interne de la commande publique : mise à jour des seuils de marchés	39
→ 30. Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales	40

La séance est ouverte à 19 h 37 sous la présidence de M. Didier GUILLAUME, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Mesdames, Messieurs, vous avez été convoqués dans les formes légales en séance du Conseil municipal et conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales nous avons à désigner un ou une secrétaire de séance.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

M. le Maire : Je vous propose que ce soit Vanessa Léonce qui assume cette responsabilité.

(M^{me} Vanessa Léonce est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : Permettez-moi de vous remercier, les uns et les autres, les conseillers municipaux, à la fois de l'opposition comme de la majorité, pour la tenue des débats que nous avons pu avoir. Même si parfois ils étaient mouvementés, liés à nos orientations politiques et même si à quelques reprises, ce fut un peu animé, je dois dire que sur l'ensemble de cette mandature, cette assemblée s'est très bien comportée. Elle a permis que les décisions prises puissent avoir un rôle important sur l'avenir de notre ville et notamment pour les Choisyennes et les Choisyens.

Permettez-moi aussi de remercier l'ensemble de l'administration : les responsables de services, mais aussi la Direction générale et toute son équipe, des assistantes aux Directeurs généraux adjoints ainsi qu'aux trois Directeurs généraux des services qui se sont succédé : Christian Billotte, Christophe Richard et Anne-Sophie Leclère. Merci pour le travail qu'ils ou elles ont fourni pendant l'ensemble de cette mandature.

→ **Installation d'un nouveau conseiller municipal en remplacement d'un élu démissionnaire**

M. le Maire : Avant de passer la parole à Mme Leclère pour le traditionnel appel nominal, je reviens sur le petit épisode de démission et de non-démission. J'ai enfin reçu le courrier du préfet annonçant qu'il acceptait la démission de M. Id Elouali Ali en début de ce mois. Ainsi, nous avons à installer un nouveau conseiller municipal au sein de ce Conseil. Conformément au Code général des collectivités, le suivant de la liste monte et siège à notre Conseil. Pour ce dernier Conseil municipal, nous accueillons donc Terence Essone Mengue qui a pris place parmi nous. Je lui souhaite la bienvenue dans cette assemblée pour ce dernier Conseil municipal de la mandature. Bienvenue, Monsieur Essone Mengue, parmi nous. Merci d'avoir accepté de siéger dans cette instance.

→ **Appel**

Je donne la parole à Madame Leclère, Directrice générale des services pour procéder à l'appel nominal.

(M^{me} Anne-Sophie Leclère procède à l'appel.)

→ **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 18 décembre 2019**

M. le Maire : Merci, Madame Leclère. Vous avez reçu les uns et les autres le procès-verbal de notre séance du 18 décembre dernier avec la convocation. Y a-t-il des remarques concernant ce procès-verbal ? Je n'en vois pas. Nous l'adoptons, je vous remercie.

Vous avez reçu également l'ordre du jour. En plus de cet ordre du jour, comme cela a été discuté en conférence des Présidents, un vœu est déposé sur table et sera présenté en début de séance. Vous avez également des modifications sur le projet de délibération concernant la Tannerie apportées suite.

J'avais une demande d'intervention de M. Panetta concernant l'ordre du jour. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Ce n'est pas à l'ordre du jour, mais je demande l'autorisation du Conseil puisque c'est une fin de mandature. Lors du Conseil dernier, nous avons eu droit à des au revoir et des remerciements, je vous demande la permission de remercier une collègue dont c'est le dernier Conseil ce soir, si je puis avoir deux minutes de parole.

M. le Maire : Allez-y tout de suite. Si vous étiez présent au début de mon intervention, vous avez pu entendre que j'ai félicité l'ensemble des conseillers municipaux présents sur l'ensemble de la mandature.

M. Panetta : Tout à fait, mais notre groupe souhaite rendre hommage à l'action de Malika Salim dont c'est le dernier Conseil municipal à Choisy-le-Roi puisqu'elle a déménagé. Je tiens à la remercier pour son engagement total et fidèle envers notre groupe. De plus, je voudrais aussi la remercier pour ses engagements personnels, peu de gens les connaissent. Notamment ses deux associations envers la protection et l'émancipation des femmes. Je voudrais aussi la remercier pour son action envers les Comores et aussi pour ses actions menées à Choisy-le-Roi, notamment lorsqu'elle était à la cité Gabriel, le soutien scolaire et les cours d'arabe littéraire qu'elle a donné, dont elle a fait profiter de nombreuses personnes qui ignoraient ce qu'était l'arabe littéraire. Je voudrais aussi la remercier d'avoir fait face à des moments beaucoup plus difficiles, lors de certaines attaques dont, je tiens à le dire, sa position dans des fonctions importantes au ministère des Affaires étrangères et au Conseil d'État, ne lui permettait pas de répliquer. Je parle d'une Malika Salim que peu de gens connaissent à Choisy-le-Roi et je voudrais lui rendre hommage pour son engagement à Choisy-le-Roi vis-à-vis des plus faibles en accueillant personnellement à son domicile de nombreuses personnes.

Je tenais à lui dire qu'où qu'elle soit, elle se rappelle qu'elle aura toujours des amis ici, à Choisy-le-Roi. Merci à toi, Malika.

M. le Maire : Après la réception des fleurs, je pense que Malika Salim offrira une bouteille de champagne à M. Panetta. Nous pourrions le faire pour l'ensemble des conseillers municipaux qui ne souhaitent pas se représenter pour différentes raisons et qui ont donné eux aussi beaucoup de temps à la population choisyenne et sur un certain nombre d'actions aussi valorisantes que celles faites par Malika Salim, mais nous prendrions tout le temps du Conseil municipal pour féliciter tout le monde.

J'en reviens à l'ordre du jour. Nous allons passer directement à cet ordre du jour avec le premier point inscrit. Je faisais référence au vœu présenté par la majorité municipale concernant la solidarité avec le peuple tamoul, et je note d'ailleurs la présence d'une délégation très forte de l'association Solidarité France Tamoul de Choisy-le-Roi et de la présence du Président. Pour nous présenter ce vœu, je donne tout de suite la parole à Laurent Ziegelmeyer.

→ 1. Vœu de la majorité municipale concernant la solidarité avec le peuple tamoul

M. Ziegelmeyer : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir, chers collègues. Effectivement, nous avons une forte délégation et je voudrais remercier la présence du Président de l'association locale sur Choisy-le-Roi. Je voulais aussi vous indiquer la présence de Mme Pieris, représentante du peuple tamoul auprès de l'Union européenne et des Nations Unies, qui nous fait l'honneur d'être ce soir au Conseil municipal en présence de l'ensemble de la délégation.

Je souhaite dire aussi que ce vœu ne vient pas de nulle part. D'abord parce que la présence forte dans la salle montre que les Tamouls sont une composante importante de notre commune, depuis longtemps, investie dans la vie sociale, culturelle, de notre ville. Plus de 150 familles présentes sur cette ville. Qu'en 2018, Monsieur le Maire, après avoir reçu une délégation a envoyé un courrier au Président de la République et qu'enfin le 14 décembre dernier nous co organisons avec l'association locale une initiative pour mieux faire connaître ce peuple, sa réalité, sa culture, ses aspirations, mais aussi ses souffrances. Comme nous l'avons fait d'ailleurs pour un certain nombre d'autres durant cette mandature. Le vœu qui vous est proposé ce soir au nom de la majorité a pour but de s'adresser aux plus hautes autorités de l'État pour que la paix s'installe enfin au Sri Lanka et pour exprimer aussi notre solidarité. Il s'inscrit dans un contexte particulièrement inquiétant où, après les attentats islamistes au Sri Lanka en 2018 est arrivé au pouvoir l'ancien ministre de la Défense. Il est devenu Président de la République il y a peu. L'ancien ministre de la Défense, celui-là même qui fut responsable des atrocités de la fin des années 2000. La paix dans cette région du monde ne peut exister qu'à trois conditions :

- La reconnaissance des crimes passés assimilables au regard de ce que sont les critères des Nations Unies à un génocide, de décembre 2008 à mai 2009, plus de 150 000 morts ;
- La condamnation de leurs auteurs, la Communauté internationale a des outils pour cela ;
- Puis, c'est bien normal, le droit du peuple tamoul à l'auto détermination. Aujourd'hui ce peuple continue à être systématiquement opprimé, nié dans ses droits (culturels, sociaux, politiques). Leur territoire est toujours occupé par l'armée Sri lankaise au nord et à l'est depuis près de 70 ans. Il est temps qu'une solidarité s'exprime.

Je vous remercie de votre écoute et pour que nous puissions discuter, je répondrai aux questions sur ce vœu.

M. le Maire : Merci, Laurent Ziegelmeyer. Y a-t-il des remarques, des points de vue sur ce vœu ? M. Panetta.

M. Panetta : Dans notre groupe, chacun est libre de voter les vœux en fonction de ses valeurs, ses convictions. Pour ma part, je le voterai sans aucun problème. Je veux faire une petite intervention, je pense que nous en serons tous d'accord, que notre monde va bien mal et je commence à m'inquiéter sérieusement pour l'avenir de mes enfants et de la fraternité qui doit unir tous les peuples sur cette terre. Les boute-feux sont trop nombreux, à mon avis et malheureusement ils ont en ce moment le vent en poupe. J'ai eu l'occasion de le dire et je pense que c'est du rôle de chaque républicain, quelle que soit sa position, élu ou non élu, de faire face à cette déferlante de haine qui nous guette. Merci.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il d'autres réactions ? Avant de passer au vote, permettez-moi aussi un commentaire qui fait suite aux deux interventions précédentes. Lors de mes vœux à nos seniors, pendant les quatre repas, je commençais ainsi mon intervention, en faisant référence à un titre chanté par Pauline Ester en 1990 qui disait : « *Le monde est fou* ». Je me

pose en effet la question de savoir si c'est réellement ce monde qui est fou ou si c'est ceux qui nous gouvernent et qui ont des responsabilités dans ce monde qui font qu'un certain nombre de peuples sont aujourd'hui sans territoire. Vous le savez, ici, nous sommes attentifs à l'ensemble de ces situations et je pense que c'est de notre responsabilité d'être une ville accueillante, solidaire. En tant que Maire, je fais partie de l'association Mayors for Peace, les Maires pour la paix, et je suis très fier dans ce cadre d'avoir créé des initiatives au mois de septembre pour la journée internationale de la paix. Je souhaite que cette démarche, quelles que soient les suites données, puisse perdurer parce que je crois que c'est un signe fort de l'histoire de notre commune. L'attention portée ce soir à ceux qui sont réfugiés aujourd'hui ici et qui sont attentifs aussi au peuple tamoul. Je pense que rendre cet hommage est tout à l'honneur de notre commune.

Bien, sans autres interventions, je passe aux voix. Le vœu est adopté à l'unanimité au regard des considérants et des démarches que nous proposons, je ne sais pas si tu l'as redit, mais la demande au Président de la République d'intervenir auprès de la Communauté internationale pour organiser une enquête sur le génocide et les crimes de guerre commis contre les Tamouls sur la base des recommandations du groupe d'experts de l'ONU. Ce groupe d'experts avait donné un avis en avril 2011, enquête qui pourrait si nécessaire se traduire par une saisine de la Cour pénale internationale. C'est une des premières demandes que nous formulons ainsi pour que le gouvernement puisse intervenir auprès de l'Union européenne pour la reconnaissance de la région nord, et du Sri Lanka habité en majorité par une population tamoule et donc pour la reconnaissance du Tamil Eelam. Ce vote est adopté à l'unanimité.

La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité

(Applaudissements.)

M. le Maire : Il est d'usage qu'en séance du Conseil nous n'applaudissons pas, mais je sens que pour vous c'est important donc je ne ferai pas de remarques là-dessus. Sachez que la commune est évidemment à vos côtés. Nous poursuivons notre Conseil municipal avec la deuxième délibération.

→ 2. Modification du nombre d'adjoints au Maire et des rangs de classement

M. le Maire : Monsieur le Préfet ayant accepté la démission de M. Id Elouali, qui était non seulement membre du Conseil municipal, mais aussi adjoint, en application du Code général des collectivités territoriales, il est nécessaire de statuer sur le nombre d'adjoint. Au regard du temps qui nous reste d'ici la fin de la mandature et du fait que nous ne tiendrons pas d'autres Conseils municipaux, il me semble inutile de nommer un nouvel adjoint. Je vous propose donc de procéder à la suppression d'un poste d'adjoint. À ce titre, chaque adjoint de rang inférieur à celui de l'adjoint qui a cessé ses fonctions se trouve promu d'un rang au tableau des adjoints. Félicitations à ceux qui, en fin de mandat, gagnent un rang. Cela ne bouge pas du tout malheureusement pour Patrice Diguët qui restera premier adjoint pour les semaines qui restent, ni pour Nadia Brahimi qui restera deuxième adjointe. C'est à partir du troisième adjoint que tout le monde monte. C'est donc ce qui vous est présenté dans cette délibération. En ce sens, le poste de cet ancien adjoint est déclaré vacant et il est demandé de procéder à la suppression de ce seizième poste d'adjoint.

Je vous demande de bien vouloir en délibérer. Y a-t-il des abstentions, des votes contre ? Je vous remercie. C'est adopté à l'unanimité. Félicitations à ceux qui montent dans le tableau.

La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité

RESSOURCES HUMAINES

→ 3. Modification du tableau des effectifs du personnel communal

M. le Maire : c'est quelque chose de très habituel, qui est d'ailleurs passé en Comité Technique. Madame Arnaud.

M^{me} Arnaud : Rien de particulier. Il vous est demandé ce soir de délibérer sur la création de ces postes tels qu'ils figurent dans le tableau qui vous est présenté.

M. le Maire : Je vous remercie, Madame Arnaud. Unanimité, je vous remercie.

La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité.

FINANCES — MARCHÉS PUBLICS

→ 4. Approbation des taux d'imposition 2020

M. le Maire : Concernant les finances, les délibérations seront prises les unes après les autres parce qu'elles ont une incidence les unes avec les autres. Monsieur Tisler, nous aurons certainement une bonne nouvelle pour les Choisyennes et les Choisyens avec cette première délibération.

M. Tisler : Oui, je n'ai écrit que deux phrases. La notice est très détaillée. Nous ne modifions pas les taux. Est-ce synthétique, Monsieur le Maire ?

M. le Maire : Monsieur Tisler, je dois vous dire que dans la présentation des taux vous avez été d'une grande efficacité. Nous soumettons au vote. Qui s'abstient, qui est contre ? Je vous remercie.

La délibération n°4 est adoptée à l'unanimité.

→ 5. Clôture de trois opérations gérées en autorisation de programme

M. le Maire : Monsieur Tisler.

M. Tisler : Je précise d'abord que la Commission des finances n'a pour sa part émis aucune remarque sur les deux notes qui suivent concernant les AP/CP. Pour ce qui concerne la clôture des trois opérations gérées en autorisation de programme et crédits de paiement, avant de parler des nouvelles opérations en AP/CP, mis à part le BP 2020 qui va être soumis à nos votes, il convient légalement de les clore par une délibération. Je dis bien clore et non pas clôturer, car nous ne les entourons pas d'une clôture puisque les travaux sont terminés. Ainsi, il s'agit de clore les opérations achevées en AP/CP.

M. le Maire : Merci. Des remarques, des observations, des prises de parole ? Je passe au vote. Je vous remercie.

La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité.

→ 6. Création de six opérations gérées en autorisation de programme

M. le Maire : C'est quasiment la même chose. Monsieur Tisler.

M. Tisler : La notice qui vous est présentée rappelle bien la procédure des AP/CP et surtout la possibilité que donne cet outil comptable et financier de gérer plus en souplesse les programmes lourds et pluriannuels en investissements. Trois des six programmes concernent des locaux scolaires (Mandela, Langevin, Marcel Cachin et Jean Macé) avec en point commun la rénovation et l'agrandissement des locaux afin de suivre au mieux l'évolution prévisionnelle de la démographie de notre ville. Les trois programmes suivants concernent la voirie, l'éclairage et les jeux d'enfants (entretien des rues, schéma de mobilité aux Gondoles, modernisation et remplacement des équipements). Autant de chantiers qui nécessitent eux aussi une programmation pluriannuelle évolutive. Nous verrons que le vote du budget primitif reviendra sur ce dispositif qu'il vous est demandé d'approuver.

M. le Maire : Merci. Des remarques, des observations ? Je n'en vois pas, nous passons au vote.

La délibération n°6 est adoptée à la majorité (2 abstentions, le reste pour).

→ 7. Approbation du budget primitif — Exercice 2020 — Budget principal

M. le Maire : Je pense que M. Tisler nous fera le lien avec le budget annexe des parkings. Nous abordons donc les deux budgets.

M. Tisler : Je préciserai tout d'abord que la Commission des finances s'est réunie le lundi 13 janvier et que les membres qui ont pu venir ont émis quelques demandes de compléments d'information auxquels il est donné réponse par la notice. Depuis, je n'ai reçu aucune autre question supplémentaire. Je remercie Monique Dos Reis, Directrice du service financier ainsi qu'Anne-Sophie Leclère, Directrice générale des services, pour leur travail efficace et professionnel qui permet aux élus de prendre nos décisions sur la base de données techniques et financières fiables, sincères et très claires. J'associe à ces remerciements l'ensemble des agents publics qui ont contribué par leur travail à mettre ce BP en forme et je remercie d'avance l'ensemble des agents publics qui vont appliquer ces décisions dès que ce vote aura été formulé.

Je rappellerai ici très brièvement, et sans refaire le débat d'orientations budgétaire, que ce BP allie 2 impératifs :

- Permettre à la majorité actuelle de pouvoir aller jusqu'au terme de son mandat tout en poursuivant l'expression de sa volonté politique pour notre ville ;
- Permettre à la majorité municipale qui sortira des prochaines échéances, et ce, quelle que soit sa couleur politique, de trouver une situation financière saine et donc apte à lui permettre de poursuivre 2020 dans les meilleures conditions.

Le BP s'équilibre en recettes et en dépenses à 93 131 040 euros. Pour ce qui concerne la section de fonctionnement, le solde positif entre les dépenses et les recettes nous amène à un autofinancement de 2 567 764 euros. Montant très honorable, qui reste le signe d'une gestion équilibrée et saine. Je commencerai par l'examen des dépenses de fonctionnement qui baissent de 0,15 % de BP à BP, ce qui est une stagnation très raisonnable. Les dépenses réelles de fonctionnement accompagnent cette tendance, car elles n'augmentent que de 0,97 % de BP à BP donc très modérément. Parmi les charges à caractère général, elles aussi sont en progression très faible de 0,41 %. Les principales dépenses sont énumérées page 3. La Commission des finances a demandé le détail des coûts des fêtes de la ville donc 130 000 euros, et ce afin de remettre les choses au point eu égard à un certain nombre de propos qui se tiennent ici ou là. À ces dépenses, il convient d'ajouter les dépenses du personnel qui se consacre à leur préparation et à leur déroulement, dépenses qui sont les mêmes d'année en année et sur lesquelles nous avons déjà porté notre

attention durant ce mandat donc je n'y reviens pas. L'évolution de notre masse salariale, en augmentation de 0,90 % de BP à BP, est très clairement détaillée dans la notice afin de bien mesurer l'évolution liée au PPCR, à l'organisation du scrutin de mars ainsi que ce qui découle d'un transfert de personnel vers le budget annexe des parkings, nous y reviendrons. Nous n'avons pu inscrire d'éventuelles hausses de cotisations patronales en 2020 n'ayant eu aucune notification des services de l'État à ce sujet. Des postes sont vacants, ou non encore pourvus. Lorsqu'ils le seront, ils ne représenteront pas une dépense pour l'ensemble de l'année 2020. Ce sera donc au BS 2020 de les intégrer dans la masse salariale pour ceux qui auront été pourvus. Les atténuations de produits nous ramènent essentiellement à la TEOM et au reversement de cette recette à l'EPT, je ne reviens pas sur ce dossier que nous avons eu l'occasion de rediscuter au moment des aléas du FCCT. Le FNGIR est stable depuis 2013 par contre, vous savez que notre commune joue au yo-yo avec le FPIC dont elle a été exemptée en 2017, assujettie de nouveau en 2018 et 2019, et que nous inscrivons pour 447 427 euros au BP. Les autres charges de gestion courante nous amènent à l'examen de divers contingents et participations : les sapeurs pompiers, le CCAS ou le théâtre. Je mentionne ici la migration de la subvention pour le marché de Tringa, autre très belle réalisation, de la section de fonctionnement vers la section d'investissement (aussi bien en dépenses qu'en recettes). Cela, afin d'alléger nos dépenses réelles de fonctionnement selon une logique sur laquelle j'ai été assez précis en Commission des finances. Je termine sur l'impact de la scolarisation obligatoire des trois ans pour les maternelles privées sous contrat qui amène à une dépense nouvelle de 62 000 euros.

Nos charges financières diminuent de 22,86 % de BP à BP, ce qui est expliqué par la baisse des taux liés aux emprunts contractés ainsi que par la volonté d'un recours modéré à l'emprunt. Les charges exceptionnelles voient une augmentation de la subvention d'équilibre au budget annexe des parkings, expliquée par le transfert de personnel déjà mentionné plus haut dans cet exposé. Mentionnons aussi que 2020 sera la dernière année pour ce qui est de l'application du protocole transactionnel signé avec les écoles privées Saint-Louis-Blaise Pascal qui prévoyait quatre versements de 2017 à 2020. Les dotations aux provisions font apparaître une provision pour risques liée à l'augmentation des franchises prévues par nos assurances, provision fixée à 100 000 euros (j'espère bien qu'elle ne servira pas). J'avais déjà expliqué la mise en place de cette précaution au moment de la DM, aussi bien en Commission des finances qu'en Conseil municipal, je n'y reviens pas.

Si nous passons aux recettes de fonctionnement, elles sont sur une quasi-stabilité de BP à BP, y compris pour les recettes réelles de fonctionnement. La page 7 de la notice détaille bien les atténuations de charges soumises à des variations imprévisibles, et les produits des services et des domaines. Les recettes les plus significatives sont plus détaillées, je n'y reviens pas. Pour ce qui concerne le produit des impôts et taxes, en progression modérée de 0,8 %, remarquons la limitation à 0,9 % de l'augmentation forfaitaire des bases. Rappelons que le projet initial du gouvernement actuel était de ne pas les augmenter et qu'en face de la mobilisation des associations d'élus, de toute sensibilité (sauf une), ce projet a fort heureusement disparu, mais nous ne sommes pas au 1 % des années antérieures. Nous portons ici, également, notre attention sur les conséquences pour nous de la mise en place du dispositif, dit contrat Cahors, par le gouvernement. À savoir, la punition faite aux collectivités sur le dépassement qu'elles font, pour certaines d'entre elles, d'un certain pourcentage de l'évolution de leurs dépenses réelles de fonctionnement. Sans revenir sur le détail, je rappellerai ici que nous contestons l'éligibilité de la ville à ce dispositif puisqu'en 2017 l'obligation d'inscrire les dépenses d'assainissement au budget principal (l'EPT ne pouvant pas matériellement prendre la compétence en charge), a entraîné nos dépenses réelles de fonctionnement à dépasser 60 millions d'euros cette année-là ; 60 millions étant le seuil d'éligibilité au contrat, triste privilège. Cela nous coûte, après négociations intenses avec les services de l'État, dont je remercie spécialement ceux qui ont travaillé dans ces négociations à défendre les intérêts de notre ville, cela nous coûte donc 564 061€. Ce

montant sera ponctionné par une reprise sur fiscalité, probablement durant 2020. C'est donc ce chapitre 73 qui se verra ponctionné par l'État pour ce dispositif pénalisant, stigmatisant et surtout très emblématique d'une volonté politique de revenir sur les acquis de la décentralisation à travers l'indépendance financière des collectivités territoriales. Il sera dit, Monsieur le Maire, que j'aurais « rôlé » jusqu'au bout.

Concernant les dotations, subventions et participations, elles stagnent globalement. Toutes sont en baisse, sauf la DSU qui à elle seule maintient l'ensemble au quasi même niveau qu'au BP 2019. Je mentionnerai l'éligibilité des dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie au FCTVA, nouveauté pour 2020 et pour laquelle nous budgétions 100 000 euros au BP, et dont nous mesurerons mieux l'impact à la fin de l'exercice. La baisse des autres produits de gestion courante est expliquée par la notice, suivant en cela une question posée lors de la Commission des finances. Nous ajustons nos prévisions au réalisé 2019, et nous mesurons les conséquences de certaines procédures d'éviction de certains locaux commerciaux dont nous sommes propriétaires.

Nous pouvons maintenant passer à l'examen de la section d'investissement. Celle-ci s'équilibre à 17 212 333 euros. Les dépenses réelles d'investissement nous amènent à considérer d'un côté les six nouvelles opérations en AP/CP dont nous avons voté le détail aux points précédents et de l'autre côté, les opérations hors AP/CP. Celles-ci sont très finement détaillées aux pages 11 à 13 de la notice et regroupées par grands chapitres eux aussi chiffrés. Nous y voyons le détail des travaux dans les bâtiments publics, les établissements scolaires, les équipements sportifs. Nous y voyons le détail de nos acquisitions foncières, des travaux de voirie, des plantations et agencements de terrain, nos véhicules et diverses autres réalisations. Impossible de tout citer et il y a pourtant là, je le redis sans complexe, de bien belles réalisations. Allez, quand même, la fin du financement du nouveau gymnase, des travaux qui auront des répercussions en termes d'environnement et de développement durable, l'entretien de notre mobilier urbain. J'ai promis que je ne détaillerai pas donc je n'irai pas plus loin. Ensuite, les pages 14 et 15 de la notice reprennent ce que nous avons voté sur les AP/CP donc nous n'y revenons pas.

Les recettes d'investissement correspondent aux opérations décrites en dépenses et viennent les financer. Elles permettent de détailler les origines des subventions reçues et montrent un recours à l'emprunt inscrit pour 5 315 000 en 2020, ce qui reste tout à fait dans une fourchette acceptable au regard de nos moyens et de notre budget. Ceci vient conclure l'examen de la section d'investissement et de notre BP 2020.

Sur le budget annexe de parkings, rien de notable à signaler si ce n'est le rappel du transfert de personnel du budget principal au budget annexe qui fait évoluer les charges de personnel de 106,92 % dans les dépenses d'exploitation du budget annexe. Ceci entraîne une progression de 83,82 % de la subvention d'équilibre venant du budget principal. La progression des recettes est faite raisonnablement et la section d'investissement reste au même niveau qu'au BP 2019. Voici qui vient terminer l'examen du budget annexe des parkings.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, je devrais normalement m'arrêter là, mais l'effort exceptionnel de synthèse que je viens de fournir, je ne suis qu'en haut de ma page 5 avec un caractère en gras 14, m'autorise à rajouter un paragraphe et à laisser parler maintenant mon cœur, ce qui n'a pas toujours été le cas pour moi dans ce contexte et dans cette salle durant les 25 dernières années. Pour certains, c'est un mandat qui s'achève, pour moi c'est quatre mandats qui s'achèvent. Monsieur le Maire, mes chers collègues, j'ai eu l'honneur de participer à trois équipes. Celle de Louis Luc, trop tôt parti à mon sens, mais avec qui j'ai eu le temps d'avoir trois conversations majeures que je n'oublie pas. Celle avec Daniel Davisse, pour lequel je garde une grande affection pour tout ce qu'il a réalisé pour la ville. Enfin la

vôtre, Monsieur le Maire, à qui je ne peux que souhaiter la poursuite de ce que vous avez initié depuis le début de votre mandat. Je tiens à évoquer certains prénoms d'amis disparus, je tiens à évoquer Pierre, Jean-Claude, Maïté, Françoise, Jean-Marc. Je tiens aussi à évoquer ceux qui n'ont pas disparu, ceux qui sont toujours là et ceux pour qui je garde une estime pour leur valeur professionnelle, une admiration, et une affection pour les belles personnalités que j'ai trouvées au fil de ces 25 ans. Je veux aussi m'excuser pour mon mauvais caractère et souligner la patience de ma Présidente de groupe, à qui je veux rendre un hommage tout à fait particulier. Pour ce qui est de moi, si le combat s'arrête ici à Choisy-le-Roi, bien qu'en me promenant dans les rues je continuerai à voir l'effet concret d'un certain nombre de décisions auxquelles j'ai contribué, le combat continue ailleurs, sur un autre plan. Moins politique, mais plus syndical parce que le combat continue, parce que rien n'est jamais achevé et qu'il ne faut jamais désespérer du genre humain et de ses capacités à s'améliorer. Merci de votre écoute.

M. le Maire : Merci pour ce témoignage de l'investissement au service des Choisyennes et des Choisyens. Nous revenons, il faut que je sois très factuel, à l'ordre du jour et donc à l'approbation du budget primitif et notamment du budget principal. Y a-t-il des remarques, des observations, des demandes de prise de parole ? Monsieur Athéa. Je suppose que votre intervention sera poursuivie par celle de Mme Brahimi.

M. Athéa : Absolument. Le binôme fonctionne toujours. Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues, il ne vous sera pas surprenant de constater que le budget 2020 est à la fois le dernier du mandat en cours et le premier du mandat qui va s'ouvrir bientôt. C'est donc un budget charnière. En cela, je pense qu'il est particulièrement important, car, comme l'a dit M. Frédéric Tisler, il faut laisser à la nouvelle équipe une situation saine et équilibrée. J'ai eu l'occasion de le dire lors du débat d'orientations budgétaire, la situation financière de notre ville a toujours été équilibrée, depuis le début du mandat, en dépit de toutes les difficultés notamment la baisse des dotations de l'État. La ville a quand même pu maintenir un niveau très élevé de dépenses de fonctionnement et d'investissement au profit des habitants, et ceci même au-delà de ce que fait la moyenne des villes comparables. Ceci, sans dégrader la situation financière et sans faire exploser la masse salariale grâce à l'effort constant et maintenu de maîtrise des dépenses de fonctionnement qui ont été menées depuis le début du mandat, même lors du mandat précédent où l'effort était fait de la même manière.

Ce budget de 2020 a été élaboré dans la continuité des budgets précédents. C'est un budget équilibré puisqu'il permet de dégager un excédent de fonctionnement de presque 2,8 millions d'euros. C'est certes un peu plus faible que ce que nous avons pu dégager en 2018, mais cela reste substantiel permettant d'abonder le budget d'investissement, de permettre le financement de nombreux travaux importants pour améliorer le cadre de vie des habitants de Choisy-le-Roi. C'est un budget rigoureux, car les charges réelles de fonctionnement sont quasiment stables (plus 0,9 %) et avec 71,4 millions d'euros c'est un niveau qui reste satisfaisant pour assurer le fonctionnement des services de la ville. Les charges générales sont maîtrisées (elles n'augmentent quasiment pas), les charges de personnel sont également maîtrisées en dépit de l'effet du GVT et du nouveau système indemnitaire, ce qui représente un effort de compression des dépenses importantes.

Concernant l'investissement, point capital, le budget prévoit d'investir 17 millions d'euros, avec un montant d'emprunt qui reste limité à un niveau tout à fait raisonnable de 5,3 millions d'euros. Cela représente un effort là aussi important. Ce budget d'investissement va permettre de financer des travaux dans les bâtiments publics, notamment d'améliorer les performances énergétiques ce qui est tout à fait dans l'ordre des choses aujourd'hui puisque davantage d'efforts nous sont demandés en matière de protection de l'environnement. Sans compter les bâtiments scolaires, les centres de vacances, les équipements sportifs, la voirie qui demande des efforts permanents tous les ans, les plantations d'arbres, l'éclairage public

pour lequel un effort important a été réalisé. Tous ces équipements vont permettre d'améliorer le cadre de vie des habitants et d'améliorer leurs conditions de vie au quotidien.

En conclusion, une situation financière saine, des charges de fonctionnement maîtrisées permettant ainsi de financer dans de bonnes conditions des investissements qui vont répondre aux besoins des habitants de la ville. Or, cela dit, compte tenu des incertitudes que nous connaissons sur l'évolution des ressources, notamment le remplacement de la taxe d'habitation, et pour maintenir l'équilibre des finances communales, il faudra poursuivre cet effort de maîtrise des dépenses de fonctionnement, en particulier des charges générales de fonctionnement et de personnel avec beaucoup de détermination. Ce sera, je l'espère, une des principales priorités du prochain mandat. Je vous remercie.

M. le Maire : Nous poursuivons avec Madame Brahimi, et se prépare M. Panetta.

M^{me} Brahimi : Monsieur le Maire, mes chers collègues, le groupe des élus socialistes et républicains se félicite de la qualité de ce budget pour l'année 2020. Un budget responsable et dynamique.

C'est un budget responsable qui améliore concrètement la vie quotidienne des Choisyens et impulse une dynamique positive pour l'avenir de notre ville. Ainsi, avec ce budget, comme l'a dit Bernard Athéa, nous allons poursuivre l'entretien de notre patrimoine, nous continuons d'améliorer et d'adapter les conditions d'accueil des jeunes Choisyens dans nos écoles, et centres de loisirs, et de vacances, pour leur offrir des lieux de vie de qualité propices à la réussite éducative et scolaire. Nous maintenons le rythme soutenu des travaux de réfection de la voirie pour bénéficier d'un cadre de vie agréable et nous renforçons les moyens dédiés à la propreté.

Ce budget porte aussi une ambition forte en termes d'écologie, de développement durable, avec la mise en œuvre de l'acte II de l'agenda 21. Ainsi, le programme de travaux de rénovation de l'éclairage public a d'ores et déjà généré des économies, va être poursuivi, de même que la rénovation thermique des bâtiments communaux pour améliorer leur performance énergétique. Notre engagement en faveur de l'intensification de la nature en ville et la nécessité d'anticiper sur le réchauffement climatique se traduit par la rénovation et l'entretien de squares de proximité, la plantation d'arbres et la création d'îlots de fraîcheur pour faire face aux phénomènes de canicule auxquels nous sommes de plus en plus confrontés. C'est un budget qui prépare l'avenir. D'ores et déjà, il engage des projets de développement urbain majeurs pour notre ville, notamment.

M. le Maire : Je vous propose une interruption de séance le temps que les pompiers interviennent.

(La séance est interrompue suite à un malaise dans le public.)

M. le Maire : Cette personne va être prise en charge et je vous propose que nous poursuivions nos travaux. Si nous pouvions demander aux conseillers municipaux qui sont sortis de revenir dans la salle. Après cet intermède, tout le monde est dans l'attente de savoir ce que va nous dire Nadia Brahimi sur le développement durable.

Je vous propose de reprendre la séance. La parole est à vous, Madame Brahimi.

M^{me} Brahimi : Comme je vous le disais, c'est un budget qui prépare l'avenir. D'ores et déjà, il engage des projets de développement urbain majeurs pour notre ville. Le renouvellement urbain des Navigateurs, dont nous allons parler tout à l'heure, la qualité de ce projet est saluée unanimement par tous nos partenaires. Il porte une dimension environnementale forte puisqu'il vise à faire de ce quartier un écoquartier. De plus, ce projet a été retenu par la

région Île-de-France au titre des 100 quartiers innovants écologiques. Comme quoi, l'écologie ce n'est pas que des mots ni des slogans, c'est d'abord des actions concrètes qui améliorent la vie des gens. Notre action est reconnue par l'ensemble de nos partenaires. Des opérations sur le secteur de Lugo vont également être engagées avec des acquisitions foncières destinées aux équipements publics, elles sont inscrites dans ce budget.

Choisy-le-Roi continue donc à avancer. C'est une ville en perpétuel renouvellement, une ville attractive et dynamique, n'en déplaise aux esprits chagrins qui en appellent à l'immobilisme comme seul projet politique. Choisy-le-Roi est dans la métropole du Grand Paris, elle dispose d'une offre de transport en commun exceptionnelle qui va encore se développer avec le tramway et bientôt le Tzen 5. Penser qu'aujourd'hui une ville comme la nôtre ne doit plus se développer est une ineptie. Aujourd'hui, qu'elle soit dirigée par la droite ou par la gauche, toutes les communes de la petite couronne se développent pour répondre aux besoins criants de logements en Île-de-France. Ce besoin, estimé à 70 000 nouveaux logements par an, ne porte pas, contrairement à ce que nous pourrions croire, uniquement sur le logement social. Nous avons besoin de logements diversifiés accessibles à toutes les catégories de revenus, de l'accession à la propriété, à l'hébergement spécifique (notamment pour les personnes âgées) pour répondre aux enjeux du vieillissement ou aux besoins des jeunes actifs. Nous sommes donc à la fin de la mandature et à la lecture de ce budget, nous pouvons constater à quel point notre majorité municipale de gauche a fait preuve de responsabilité dans un contexte pourtant difficile pour les finances locales. Nous avons assumé nos responsabilités chaque fois que l'État s'est désengagé ou a transféré une nouvelle charge aux collectivités locales.

(Je suis contente de voir que vous allez mieux, bonne soirée, au revoir.)

Nous avons assumé nos responsabilités lorsqu'il a fallu mettre en place le RIFSEEP et nous sommes même allés plus loin en consacrant 1 million d'euros à l'augmentation des salaires des agents alors que rien ne nous y contraignait. À chaque fois, ce qui nous a animés, c'est d'être fidèle à nos engagements et à notre volonté de garantir à tous les Choisyens un haut niveau de qualité des services publics. En effet, pour nous l'égalité d'accès aux services publics est le socle de notre pacte républicain. Nous l'avons fait sans trahir nos convictions, sans alourdir la dette, en n'augmentant qu'une seule fois en six ans la fiscalité et en ayant une gestion rigoureuse de nos budgets.

Nous sommes donc fiers de ce budget pour 2020 qui prépare l'avenir et nous allons le voter sans réserve. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci pour cette intervention à deux voix. Je donne la parole à Monsieur Panetta, et ensuite Mme Baron et M. Diguët.

M. Panetta : Avant de rentrer dans le vif du sujet, puisque nous sommes dans une fin de mandature, pour rebondir sur les propos de M. Tisler, lorsque je dis qu'en tant que républicain il nous faut défendre une certaine idée de la politique, je tiens à rendre hommage à son engagement. Quatre mandats, cela mérite le respect donc très sincèrement je vous dis bravo et félicitations. Il est vrai que nous ne partageons pas tout à fait les mêmes idées, nous pouvons quand même nous rejoindre sur plusieurs d'entre elles. Je vous ai même proposé un soir de croiser le fer. Malheureusement, il eut fallu se rencontrer 200 ans plus tôt. Puisque les records sont faits pour être battus, je tiens à le dire solennellement ce soir, je ne m'interdis pas de vous dépasser. Enfin, bonne continuation à vous, Monsieur Tisler.

J'en reviens au budget. Nous ne pouvons pas voter ce budget. Le budget est prudent, je dirais même frileux, mais peut-être est-ce parce que, comme cela nous a été expliqué, vous ne voulez pas alourdir notre tâche à partir d'avril 2020 et pour cela je vous en remercie. Ceci étant dit, une chose qui m'interpelle et qui me met en colère, c'est l'augmentation du FCCT

au territoire pour services rendus du territoire envers Choisy-le-Roi. Eh bien, excusez-moi, mais à part effectivement quelques missions basiques, quels sont les services réels rendus du territoire à Choisy-le-Roi ? Toutes les choses qui sont pourtant très rares, qui auraient pu avoir un intérêt, se sont passées à Ivry et Vitry, mais jamais à Choisy-le-Roi. Cela m'attriste et je trouve que c'est assez incongru, même si légalement cela se passe ainsi et que nous n'y pouvons rien, moi aussi des fois je tiens à faire part de ma colère.

Nous pouvons constater aussi des recettes de fonctionnement en diminution avec, malgré l'augmentation mécanique de la taxe d'habitation et de la taxe foncière, une baisse ou une très légère diminution malgré l'augmentation importante ces dernières années des habitants. J'avais déjà souligné cela en ce lieu et cela m'interpelle. Peut-être quelque chose est à travailler au niveau politique sur ce que vous avez nommé très gentiment, Monsieur le Maire, sur le fait que « soi-disant » je ne vais pas dans le sens des Choisyens et des Choisyennes. Pourtant, je passe ma vie parmi eux, je suis tous les jours dans la rue, je fréquente tous ses commerces et la seule chose qui me préoccupe c'est justement l'avenir des Choisyens et des Choisyennes dans sa globalité, mais j'aimerais aussi attirer des gens sur Choisy-le-Roi qui payent des impôts. Cela passe par des actions politiques diverses, différentes des vôtres. Je pense que Choisy-le-Roi mérite l'excellence et ce budget ne reflète pas l'excellence, il ne tire pas Choisy-le-Roi vers le haut. Nous n'allons pas toujours dire la même chose. En ce qui concerne l'information des Choisyennes et des Choisyens qui relancerait l'ascenseur social, cela est absent. Pour une ville durable, excusez-moi, mais 45 000 euros dépensés pour des jardins partagés et 30 000 euros pour planter des arbres alors que je vous avais signalé, ne serait-ce que pour les arbres de la demi-lune où vous nous avez dit qu'ils étaient malades et qu'il fallait les abattre, j'ai eu la confirmation qu'ils n'étaient pas malades de la part même du conducteur de travaux du tramway. Il nous a dit qu'ordre a été donné de les couper donc ils ont été coupés pour les travaux ainsi que ceux de l'avenue de la république, des arbres de 80 ans qui auraient pu être maintenus et qui ne le sont pas. Cela aurait pu être rétabli à travers ce budget.

Autre chose qui m'horripile un peu, c'est de savoir que nous percevons en recettes 2 750 000 euros pour reconstruire la Calypso. Nous ne dirons jamais assez l'aberration totale de ce choix. Ces 2 750 000 euros auraient pu servir à bien d'autres choses que reconstruire un équipement qui existe déjà et qui, contrairement à ce qui nous a été dit, méritait simplement un reconditionnement. C'est quand même un équipement qui a moins de 20 ans, c'est complètement incongru. Lorsque nous parlons de ville durable, détruire un tel équipement pour en reconstruire un autre plus loin, cela a des incidences naturelles sur notre ville.

En ce qui concerne l'investissement, c'est pour cela que je dis que c'est un budget frileux qui peut avoir plusieurs explications, c'est quand même une baisse de 10 % sur l'investissement. Ce n'est pas anodin et en principe ce n'est pas un signe de bonne santé. Je ne me l'explique pas puisque j'ai déjà dit que si je n'étais pas d'accord avec l'utilisation que vous faites des deniers publics, l'état des finances de la ville nous autorise à prendre un peu plus de risques et à être un peu plus ambitieux sur notre ville. Pour toutes ces raisons, nous allons voter contre ce budget. Merci.

M. le Maire : Merci. Madame Baron.

M^{me} Baron : Bonsoir, Monsieur le Maire, chers collègues. Tout d'abord, je veux faire un peu comme les autres collègues. Permettez-moi de souhaiter à tous (collègues et public) une année de santé, bonheur, et de paix.

Ce budget primitif fixe les enveloppes de crédits permettant d'engager les dépenses. Il détermine aussi les recettes attendues, notamment en matière de fiscalité. Cette année, il

sera voté par les élus sortants. Dans la section fonctionnement, les dépenses sont de 75,92 millions d'euros alors que celles de 2019 étaient de 76,04 millions, soit un écart de moins de 0,15 %. Or, les dépenses réelles sont de 71,45 millions contre 70,76 en 2019 soit en augmentation de 0,97 % pour la somme de 690 000 euros. Vous avez rappelé d'ailleurs que la ville, non-signataire de la contribution financière, s'est vue imposer par le préfet un taux maximum de 1,1 % par an sur ses dépenses réelles de fonctionnement.

Les recettes de fonctionnement elles, sont globalement en légère diminution. Elles sont régulées par des atténuations de charge d'un côté et des augmentations sur les services, activités périscolaires notamment, de l'autre. Il est à noter une progression de 0,30 % sur les dotations de subventions malgré le contexte actuel. Par ailleurs, les recettes de fonctionnement ont subi une diminution conséquente de 7,84 % sur les produits de gestion courante, notamment moins de recettes sur la location de locaux commerciaux. Cela, malgré les ventes de locaux à l'EPFIF avec récupération de l'usufruit par la ville nous permettant dans ce cas d'encaisser les loyers. Nous constatons par conséquent dans le tableau d'information financière des dépenses réelles de fonctionnement et remboursement de la dette bien supérieures à la moyenne nationale de la strate. Également, pour les recettes réelles de fonctionnement, concernant les impôts et taxes foncières ponctionnés sur les contribuables.

Concernant la section d'investissement, les dépenses totales sont sur ce budget en diminution de 10,27 %. Les six opérations qui représentent un tiers des dépenses totales d'équipements seront, comme il est noté sur la délibération, gérées en AP/CP. La subvention à la SADEV qui apparaît sur le budget de 471 373 euros sera versée à la commune par l'AFD. Cependant, certains travaux posent questionnement pour nous, notamment la réfection complète de la toiture de l'usine Hollander pour 310 000 euros. Ce bâtiment restera-t-il tel quel dans le programme de Lugo, dont vient de parler Mme Brahimi ? La médiathèque aussi, qui nous a coûté si cher, créée avec un rez-de-chaussée vide, car en zone inondable, demande à présent 92 000 euros pour cet espace, est-ce une urgence ? Par ailleurs, Voie des roses, est inscrit 300 000 euros en acquisition foncière pour un futur établissement public, celui-ci n'est pas spécifié. Enfin, concernant le quatrième collège aux Gondoles sud, nous notons 255 000 euros d'acquisition foncière sachant que le lieu maintenu par le département et la ville avait été rejeté par une majorité des habitants du quartier. Cela dénote une nouvelle fois le non-respect du pacte avec les habitants alors qu'il aurait été préférable de coconstruire avec les habitants et les acteurs du terrain. Je remarque que la qualité de vie et la sécurité ne sont pas la priorité dans ce budget.

Je souligne que malgré un matériel de propreté, outil, outillage technique, qui est noté à hauteur de 114 000 euros dans les dépenses de fonctionnement, c'est une grande défiance en matière de propreté pour une ville de 44 198 habitants (recensement INSEE), et de surcroît dans une urbanisation croissante. D'autre part, je ne vois pas dans ce budget la notion de renforcement de vidéosurveillance ni de mise en place fonctionnelle d'une police municipale conséquente alors que toutes les villes s'y emploient. C'est un manque criant de projet pour le développement des commerces ou de soutien également pour la relance économique ainsi que pour l'épanouissement de la jeunesse au niveau de l'emploi et de la formation. Ainsi que sur la santé, je ne vois pas grand-chose, sur la solidarité avec nos aînés et avec les personnes en situation de handicap. Beaucoup sont confrontés à des difficultés sociales et économiques, vous le savez. Nous devons assurer une protection de nos concitoyens en matière d'aide aux personnes âgées, les besoins sont très importants.

La mise en perspective de ce budget avec des travaux importants, voire lourds dirais-je, est le reflet de la politique publique de cette majorité bien que ces travaux pourront être évidemment révisés par un nouvel exécutif, quel qu'il soit. Nous ne voterons pas ce budget. Merci.

M. le Maire : Merci. D'inscrits, M. Patrice Diguët et Mme Juhel. Après, je donnerai la parole à M. Tisler si je ne vois pas d'autres demandes d'interventions. Monsieur Diguët.

M. Diguët : Bonjour à toutes et à tous. Le débat d'orientations budgétaire s'est tenu il y a peu. Débat à partir duquel nous avons pu élaborer le budget 2020 de notre commune. Bien sûr, les membres du groupe communiste et républicain et moi-même allons le voter.

Tout a été dit lors de ce débat. Chacune des composantes politiques de notre conseil a pu s'exprimer et donner ainsi son avis sur les orientations qu'il souhaitait donner à la politique dans notre ville. C'est la dernière fois que nous votons le budget au cours de cette mandature, et pour certains d'entre nous, ils se reconnaîtront, c'est aussi la dernière fois qu'ils sont amenés à se prononcer pour ou contre le budget communal. Je n'ai pas pour certains d'entre eux partagé ni même parfois compris le sens de leurs interventions, mais aujourd'hui je crois que nous pouvons être d'accord sur un point au moins. En effet, force est de reconnaître que nous entrons aujourd'hui dans une ère nouvelle. Une ère de déceptions où la finance plus que jamais est le moteur de toute action politique. Une ère où les dépenses publiques vont devoir être abaissées à un tel niveau que cela ne suffira vraisemblablement plus à satisfaire les légitimes besoins de nos administrés. À Choisy-le-Roi, comme ailleurs, nous allons devoir non pas comme par le passé choisir entre différentes actions pouvant améliorer le bien-être de nos concitoyens, mettre du beurre dans les épinards comme disaient les anciens, mais des actions leur permettant de continuer à pouvoir acheter des épinards, sans le beurre bien sûr, il ne faut quand même pas exagérer.

C'est donc un nouveau mandat qui s'achève et ce ne fut sûrement pas le plus facile de ces dernières années, tant s'en faut. Nous avons passé six années compliquées. En matière de mandat, mon cher, c'est mon cinquième. Six années au cours desquelles nous avons fait des efforts, aidés par le personnel communal, pour minimiser nos coûts de fonctionnement. Six années au cours desquelles les différents gouvernements successifs n'ont eu de cesse de fustiger les collectivités locales comme étant les responsables de l'évolution de la dette publique. Cette dette publique qui est passée de 1925 milliards d'euros début 2014 à 2 415 milliards d'euros à la fin 2019. Les membres de notre groupe, quels qu'ils soient, sont toujours intervenus à plusieurs reprises pour réaffirmer haut et fort que contracter un emprunt pour construire un équipement public c'est répondre à un impératif afin de prendre en compte l'augmentation de la population et non pas pour satisfaire l'ego de tel ou tel élu. Nous réaffirmons que cette dette, contractée par les collectivités locales en général, n'est pas une mauvaise chose en soi. Elle est utilisée pour accroître les dépenses publiques utiles, favoriser une croissance durable entraînant de fait un accroissement des recettes fiscales. Évidemment, si nous empruntons pour spéculer, délocaliser, détruire des emplois, baisser des salaires, cela freine la croissance, raréfie les recettes. C'est bien cela qui cause la dette et non l'inverse. Or, et vous en conviendrez, ce n'est pas le sens des emprunts contractés par les collectivités locales. Six années, six années au cours desquelles en toute responsabilité nous avons œuvré pour mettre en œuvre les engagements de notre contrat de ville, base sur laquelle nous avons été élus.

En matière d'investissement, nous avons réhabilité la cité scolaire Langevin en créant de nouveaux groupes distincts sur les bases du groupe scolaire actuel rénové et l'autre totalement neuf, le groupe scolaire Mandela. Nous avons construit un nouveau restaurant au groupe scolaire Frédéric et Irène Joliot-Curie et créé trois classes supplémentaires. Nous avons réalisé une nouvelle crèche multi-accueil en lieu et place de l'ancienne école maternelle Henri Vallon, réhabilité la crèche Eiffel. De même, nous avons créé une maison des droits et de la citoyenneté, véritable centre de ressources et de conseils, nous avons transféré le CCAS dans l'ancienne bibliothèque Fernand Dupuy. Nos investissements réalisés sur le stade Jean Bouin, avec notamment la réhabilitation totale de la piste d'athlétisme, la réfection de terrain d'honneur, la transformation de terrains stabilisés en

synthétique, les nouveaux vestiaires du stade de rugby, les importants travaux réalisés à la piscine et la construction en cours d'un gymnase aux Hautes Bornes sont autant de réalisations qui montrent notre volonté de répondre ainsi aux besoins du monde sportif. Je ne reviendrai pas sur les aménagements urbains réalisés au cours de ces années. Les Choisyens et les Choisyennes ont pu voir notre ville se transformer de façon maîtrisée tout en préservant l'avenir des générations futures.

Nous pouvons être fiers de ce que nous avons réalisé et cela sans mettre en danger les finances locales. Les chiffres sont là pour le démontrer. La capacité de désendettement de notre ville s'est sensiblement améliorée passant de huit ans en 2014 à 7 ans fin 2019. Nous avons su maîtriser la fiscalité locale. Je rappelle que notre commune se situe au 22^e rang sur les 47 communes de notre département avec un taux de TH fixé à 24,19, inférieur au taux moyen du département qui est de 24,82. Six années au cours desquelles les dotations de l'État ont été en diminution constante puisque la DGF est passée de 8 693 000 euros en 2014 pour atteindre 5 695 000 euros pour l'année 2020. 3 millions d'euros de dotations de l'État en moins, ce n'est pas rien. Cette diminution de la DGF a été compensée par les Choisyens eux-mêmes puisque les produits de la fiscalité ont progressé au cours de ce mandat de 4 900 000 euros, progression due en grande partie à l'augmentation des bases résultant de la progression de notre population. Nous voyons bien au travers de ces chiffres le basculement qui s'est opéré entre le désengagement de l'État et le recours à la fiscalité grandissante des ménages.

Nous ne savons pas de quoi demain sera fait, quelles seront les compétences des communes, quel visage auront nos territoires, nos régions, nos départements, quelles seront les prérogatives des uns et des autres. Autant de flou savamment orchestré qui ne laisse rien augurer de bon pour nos concitoyens. J'ai, comme à l'accoutumée, quelques chiffres dont je voudrais vous faire part pour bien montrer que la direction dans laquelle s'engagent nos gouvernants n'est pas la bonne. Notez bien que depuis l'arrivée de M. Macron le nombre de personnes pauvres en France a progressé de 400 000, de 2017 et 2018, nous attendons les chiffres de 2019 pour atteindre 1 900 000 personnes. Aujourd'hui, encore à Paris, 600 enfants dorment dans la rue toutes les nuits. Parallèlement à cela, il nous est annoncé que M. Bernard Arnault, l'homme le plus riche du monde, voit son capital culminer à 119 milliards d'euros, quelle indécence. Dans notre société, lorsque nous disons cela, nous passons pour jaloux, certains nous disent même que les vrais privilégiés sont ceux qui aujourd'hui manifestent dans la rue, empêchent les gens d'aller travailler et que ces gens-là devraient s'estimer heureux d'avoir un travail.

Pour finir, je souhaite beaucoup de courage et d'abnégation aux nouveaux élus qui vont siéger dans cette salle après le 22 mars prochain. Je les connais bien, ce sont déjà mes amis, et je leur fais confiance pour continuer à gérer cette ville dans l'esprit qui a été le nôtre au cours de ce mandat et de ceux qui l'ont précédé. Je vous remercie de votre attention.

M. le Maire : Merci, Monsieur Diguët. Je ne vois pas d'autres demandes d'interventions. Monsieur Tisler.

M. Tisler : Monsieur le Maire, je n'interviendrai pas en réponse à certains propos qui, si mon siège n'avait pas eu d'accoudoirs, m'auraient conduit à avoir la même réaction que le monsieur de tout à l'heure.

J'interviendrai simplement sur deux ou trois points financiers. Monsieur Panetta, tout en vous remerciant de vos propos, je voudrais vous faire remarquer, ainsi qu'à Madame Baron, que nous sommes bien devant l'exercice d'un budget primitif et pas devant un compte administratif. Cela a tout de même son importance. Le compte administratif 2020, pour

lequel je resterai attentif, même non élu, puisque je me sens impliqué et que je demanderai au service de m'envoyer, montre que nous voulons avoir une estimation des recettes prudente, pas frileuse. Des recettes de ce budget primitif seront certainement appelées à bouger au fur et à mesure de l'exercice augmenté.

Sur l'investissement, vous relevez une baisse de 10 %. J'étais revenu sur ce point en Commission des finances. Je vous rappelle que 2020 est pour nous une année où nous éliminons certains restes à réaliser des années précédentes donc il fallait que les écritures en investissement tiennent compte de cela et que les investissements nouveaux correspondent aux capacités des services à pouvoir fonctionner tout en continuant à mettre en œuvre des décisions antérieurement prises. C'est un des éléments de réponse sur cette baisse que vous notez.

Enfin, je terminerai avec Mme Baron, pour indiquer à notre auguste assemblée que cette dernière a une lecture partielle, je ne dis pas partielle, car je ne souhaite pas terminer sur une polémique. Lecture partielle donc de la page 4 de la grosse maquette budgétaire où nous trouvons les informations budgétaires, les ratios. Mme Baron met en avant que nos dépenses réelles de fonctionnement sur la population sont largement supérieures à la strate : 1 575 euros par personne alors que la moyenne est de 1 107 euros. Cela, c'est la première ligne des ratios. Nous pouvons le voir diversement. Si nos dépenses réelles sont supérieures à celles de la strate, c'est parce que nous dépensons plus, mais c'est une volonté politique d'avoir des dépenses réelles de fonctionnement au service de notre population.

D'autres chiffres sont intéressants et je voudrais vous les donner. Les recettes réelles de fonctionnement par rapport à la population : 1 745 euros par rapport à 1 299 dans la strate. Je voudrais dire que nos dépenses de personnel par rapport aux dépenses réelles de fonctionnement sont inférieures à la moyenne de la strate. Que nos dépenses de fonctionnement et notre remboursement de la dette en capital sont quasiment égaux à la strate, d'autant que l'encours de la dette par rapport aux recettes réelles de fonctionnement est de 52,16 alors que la moyenne de la strate est de 71,7. Là-dessus, nous pouvons regarder les ratios avec des conséquences qui ne sont pas les mêmes pour tout le monde, mais nous disons et nous maintenons que ce budget primitif est fait de manière à ce qu'il n'obère pas le travail de la nouvelle équipe après les échéances municipales. Il est fait en investissement parce que nous en profitons pour résorber des restes à réaliser devenus trop conséquents au fil des ans, que 2020 servira à y mettre fin, et que la situation que nous léguons est financièrement stabilisée, financièrement saine et permettra à cette ville de continuer son développement. Pour le reste des propos tenus, et bien sûr l'appréciation que nous avons de telle ou telle réalisation municipale, nous n'avons tellement pas le même avis et je tiens à me coucher tôt, comme vous tous certainement.

M. le Maire : J'ai une nouvelle demande d'intervention. Madame Desprès. Je pense que vous voulez intervenir sur les seniors.

M^{me} Desprès : Je veux intervenir, Madame baron. Régulièrement, vous parlez des seniors en disant que nous ne faisons rien sur cette ville. Je suis totalement outrée par ce que vous dites. Je vais vous donner des petits chiffres et vous verrez si vraiment nous ne faisons rien pour les seniors. D'autant plus qu'un rapport d'ARPAVIE nous cite comme ville exemplaire pour le quatrième âge, entre autres. Quand nous savons quel est le regard d'ARPAVIE sur les villes de notre couleur politique, cela veut dire que nous faisons beaucoup de choses. Je vous donne donc quelques chiffres.

M. le Maire : Ne vous énervez pas, Madame Desprès, je sais que cela vous tient à cœur, dites-le avec beaucoup de tendresse.

M^{me} Desprès : Tout de même, je ne peux pas admettre ce qu'elle dit. C'est vrai que la tendresse fait avancer beaucoup de choses.

Écoutez-moi, Madame Baron. Nous avons plus de 120 personnes en résidence autonomes, plus de 100 personnes en repas à domicile tous les jours, plus de 50 personnes qui mangent tous les jours en restauration municipale, plus de 150 personnes dans les deux Ehpad. Nous allons avec les Ehpad ouvrir quelque chose d'exceptionnel sur la France, c'est un Ehpad à domicile pour plus de 20 personnes. Pour l'instant, nous sommes les seuls, cela n'existe pas, nous allons le créer avec l'EHPAD Georges Léger. Ainsi, ne dites pas que nous ne faisons rien pour le troisième âge et surtout pour le quatrième âge, Madame.

M. le Maire : Nous allons passer au vote, mais permettez-moi quelques commentaires. Excusez-moi, j'ai oublié Françoise Juhel.

M^{me} Juhel : C'est très court. Je peux comprendre que nous soyons en désaccord sur le budget, mais pas qu'au bout de plusieurs mandats nous disions que nous n'avons pas de budget pour la formation quand la formation relève des régions. Il arrive un moment où la municipalité ne budgète pas ce qui n'est pas de sa compétence. De même que nous avons coupé des arbres. Il y a un moment où les arbres seront plus importants et nous laisserons mourir les migrants en Méditerranée. Alors, un arbre coupé, cela devient : nous avons coupé les arbres sur le trajet du tramway parce que comment bougez-vous des canalisations sans couper des arbres ? Tous les Choisyens sont capables de voir que l'emplacement pour les replanter est là. Ils seront replantés, nous allons en replanter plus. Mais nous avons des « hurluberlus » sur la ville qui promettent qu'ils vont en planter 20 000. Il faudrait donc en replanter un tous les quatre mètres, sans compter ceux qui sont déjà là. Arrêtons de dire des bêtises. Nous pouvons être en désaccord, mais arrêtons les inepties.

M. le Maire : Mesdames Desprès et Juhel sont énervées, tout le monde va s'énervier ce soir ! M. Panetta, encore une dernière intervention.

M. Panetta : Monsieur le Maire, le PS a eu trois interlocuteurs de haute volée, mais je vais rajouter deux minutes. Je ne veux pas prendre la défense de Mme baron, mais je m'inscris en faux dans ce que dit Mme Juhel. La formation, si ce n'est pas une mission première et si ce n'est pas une des missions régaliennes de la commune, toutes les communes s'emploient et font face à la formation. Puisque vous parlez de la région, Mme Juhel a dit que c'était la mission de la région, c'est tellement la mission de la région que la région met à disposition des communes, notamment sur l'apprentissage, des crédits importants qui aujourd'hui ne sont pas utilisés. Profiter de cette manne pour effectivement rendre un service important à la population.

Quant aux arbres de la rue de la république, j'ai bien assisté à l'enlèvement des canalisations, les canalisations n'étaient pas sous les arbres, je suis désolé. Concernant les arbres qui seront replantés, je vous invite à voir ce qui a été replanté au site de maintenance. Ce sont les mêmes types d'arbres que sur la nationale 7, contrairement à ce qu'il avait été dit au Royal. Je vous invite à aller vous promener sur la nationale 7, vous verrez au bout de dix ans à quoi ressemblent ces arbres. Voilà, c'est tout, mais sans polémiquer, nous nous aimons tous, de la tendresse, une nouvelle ère arrive, « youpi » !

M. le Maire : Avant de passer au vote, quelques réflexions. Je ne pense pas que l'ensemble des conseillers municipaux ici soient de grands techniciens ni des ingénieurs de travaux publics, voirie, des paysagistes. Je fais confiance, moi, à ceux qui répondent aux appels d'offres des marchés et qui ont des compétences pour mettre en œuvre l'ensemble des travaux sur une commune, mais pas automatiquement sur une commune, sur un ensemble de communes et sur la région d'Île-de-France. De fait, nous pouvons être en débat avec Île-de-France mobilités, je rappelle que la Présidente d'Île-de-France mobilités c'est

Mme Péresse. Elle a un certain nombre de responsabilités sur les choix qu'elle fait dans ses appels d'offres et les entreprises qui interviennent, et les choix qu'elle fait, elle les fait en responsabilité et ce sont des gens compétents qui y travaillent. Il faut arrêter, là aussi, de dire n'importe quoi. En effet, s'il y a eu des dévoiements de réseau, c'est deux types de dévoiements de réseau. L'assainissement et les réseaux liés à l'usine du SEDIF, et en plus des dévoiements de réseau qui n'étaient pas de l'assainissement ni de l'eau potable, mais des fluides, notamment d'électricité et autres. C'est en majorité Engie & Cie. C'est bien plus compliqué que de dire que si nous avons été en responsabilité à la région, au département, au territoire et à la commune, nous n'aurions pas coupé les arbres. C'est faux, il ne faut pas dire des choses comme cela, nous savons très bien que c'est faux. Ne dites pas des inepties, comme l'a dit Mme Juhel. Il faut un peu raison garder sur ces aspects, car je pense que personne ici n'est un grand technicien connaissant tout de l'ensemble des sujets.

Après, je crois qu'il faut être un petit peu sérieux. Bien sûr que nous pouvons développer les investissements, mais si nous optons pour cela, que faut-il faire ? Il faut une augmentation de l'emprunt. Si nous augmentons l'emprunt, nous augmentons la dette et vous serez les premiers à nous dire que nous endettons la ville. Nous, nous sommes en effet, comme l'a dit Frédéric Tisler, sur une gestion au plus près. D'ailleurs, chaque année les services de l'État nous le reconnaissent. Le budget qui est proposé est la volonté réaffirmée, dans le cadre du débat d'orientations budgétaires et encore ce soir, de permettre à l'équipe qui arrivera après de pouvoir impulser une politique, quelle que soit cette politique.

De ce point de vue, Madame Baron, j'ai l'impression que c'est le plan B, B comme Baron, que vous nous proposez. J'ai bien envie de le voir ce plan B, mais pour cela sortez-nous un programme, faites-nous part de vos propositions, rentrez dans la bataille politique. Au moins, nous pourrions avoir un point de vue et des propositions parce qu'au regard de la lecture de la notice que vous nous faites, moi j'attends. M. Panetta a un peu fait part de ses propositions, ce soir nous l'avons bien entendu, mais je pense qu'il faut que vous puissiez vous exprimer aussi devant la population de ce point de vue. Ainsi, nous aurons une vision claire de ce que souhaitent les uns et les autres. Des propositions concrètes, factuelles, à faire à la population, et pas un débat large et sans teneur. Voilà ce que je voulais dire. Il n'empêche que nous pouvons être fiers du travail accompli et ce budget permettra à la fois de régler sur les affaires courantes puis de s'intensifier puisqu'il y aura un budget modificatif pour les uns ou pour les autres après les échéances électorales du mois de mars.

Je sou mets aux voix le budget principal. Je vous remercie.

La délibération n°7 est adoptée à la majorité (1 abstention, 10 contre, 28 favorables).

→ 8. Approbation du budget primitif — Exercice 2020 — Budget annexe des parkings

M. le Maire : Nous votons aussi le budget annexe des parkings. Je vous remercie.

La délibération n°8 est adoptée à la majorité (9 abstentions, 2 contre, 28 favorables).

CULTURE

→ 9. La Tannerie : modification du mode de fonctionnement des élections des représentants au conseil d'établissement

M. le Maire : Nous passons aux questions liées à la culture. C'est à propos puisque Mme Bellier nous a rejoints et je vous faisais part en début de Conseil d'une modification sur la délibération concernant la Tannerie. C'est la modification du mode de fonctionnement des

élections des représentants au Conseil d'établissement. Peut-être une explication Madame Bellier ?

M^{me} Bellier : Bonsoir Monsieur le Maire, bonsoir Mesdames et Messieurs. Effectivement je suis arrivée en retard et je vous prie de m'en excuser. J'étais à la Tannerie pour un spectacle réalisé par les élèves.

Désolée de cette coquille qui apparaît dans la note. Il fallait lire : « *Les professeurs responsables de départements sont désignés par le Directeur de la Tannerie. Les représentants des élèves et des parents d'élèves sont élus pour une durée d'un an. Les élections sont organisées au cours du premier trimestre de l'année scolaire et le représentant du collège Émile Zola est désigné par le chef d'établissement lors de chaque rentrée scolaire.* »

C'était donc deux petites erreurs. La première était que nous avons indiqué une durée de deux ans, ce n'était pas du tout notre désir. Enfin, sur le fond même de cette modification du mode de fonctionnement des élections, nous avons souhaité coller tout simplement au calendrier scolaire. Les parents d'élèves sont invités en octobre à voter pour leurs représentants. Il nous semblait tout à fait normal de proposer aux parents d'élèves et aux usagers de la Tannerie d'élire leurs représentants au même moment et sur le même calendrier.

M. le Maire : Merci. Des remarques, des observations sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Je vous remercie.

La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité.

→ 10. Approbation de la convention de partenariat avec l'agence Aristeas pour l'édition d'un livre sur le château de Choisy-le-Roi

M. le Maire : Nous poursuivons avec l'approbation du partenariat avec l'agence Aristeas. Pas de remarques ? Je vous remercie.

La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité.

→ 11. Nouvelle dénomination de la médiathèque des Gondoles

M. le Maire : Je laisse la parole à Madame Bellier.

M^{me} Bellier : La médiathèque des Gondoles fait l'objet d'un petit toilettage et elle va pouvoir accueillir, dans des locaux réaménagés et encore plus agréables qu'ils ne l'étaient, le public Choisyens, et particulièrement des Gondoles, début voire mi-février. À cette occasion, nous avons souhaité renommer, j'ai envie de dire nommer, cette médiathèque. Très rapidement, le nom de cet artiste Choisyen Ipoustéguy est venu dans nos esprits. Je pense que vous êtes nombreux à vous souvenir de l'exposition que nous avons pu mener et visiter ici même entre le mois d'avril et le mois de mai en hommage à cet artiste Choisyen. Pourquoi la médiathèque des Gondoles ? Simplement parce qu'Ipoustéguy a vécu pendant un peu plus de 50 ans au 35 rue Chevreul à quelques centaines de mètres de cette médiathèque. C'est son quartier. Pour avoir eu le plaisir de parler à sa fille, c'était un homme qui aimait les livres et je pense que nous rendons un bel hommage à cet artiste en proposant son nom pour la médiathèque.

M. le Maire : Cela fait suite évidemment à l'exposition et à la discussion que nous avons eue avec la famille et après accord de la famille. Des remarques, des observations ? Nous adoptons, je vous remercie.

La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité.

HYGIÈNE SANTÉ

→ 12. Approbation de la convention entre les villes de Choisy-le-Roi, de Thiais et d'Orly concernant le financement du service d'aide médicale initiale (SAMI)

M. le Maire : Il s'agit de notre fameux SAMI, ouvert les samedis soirs et les dimanches. Y a-t-il des remarques sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Nous adoptons, je vous remercie.

La délibération n°12 est adoptée à l'unanimité.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

→ 13. Rapport d'activités 2018 de la Régie personnalisée pour la Valorisation et l'Exploitation des déchets de la région de Rungis (RIVED)

M. le Maire : Le rapport d'activité de la régie intercommunale pour la valorisation de l'exploitation des déchets, la nouvelle RIVED. Je donne la parole à notre représentante au sein de cette instance intercommunale, Nadia Brahimi.

M^{me} Brahimi : Merci, Monsieur le Maire. Je vais vous donner quelques éléments sur la régie publique intercommunale de valorisation et d'élimination des déchets qui a pris le relais du SIEVD avec la création du territoire et le transfert de la compétence déchets au territoire. La RIVED, comme le SIEVD, regroupe dix communes. Les autres communes du Grand-Orly Seine Bièvre sont adhérentes au SICTOM d'Ivry. Les dix communes de la RIVED représentent 226 525 habitants. La RIVED exploite une usine d'incinération située sur le MIN de Rungis, un centre de tri, un réseau de trois déchetteries intercommunales, dont une à Choisy-le-Roi. Dans quelques jours elle aura également une ressourcerie qui ouvrira ses portes. Le territoire, les dix communes, a été labellisé par l'ADEME territoire zéro déchet et zéro gaspillage pour son action en faveur de la réduction des déchets à la source. Toute la démarche de la RIVED est un modèle vertueux d'économie circulaire puisque la chaleur produite par l'usine d'incinération est aujourd'hui récupérée pour alimenter des réseaux de chaleur. Les résidus de l'incinération (les mâchefers) sont utilisés pour les sous-couches routières. En 2018, la chaleur récupérée a permis, ce qui est quand même considérable, de chauffer l'équivalent de 22 000 logements et équipements publics, ce qui représente 13 764 tonnes d'équivalent pétrole économisées.

Les déchets issus de la collecte sélective et ceux issus des encombrants sont triés et valorisés. Par ailleurs, la RIVED est engagée depuis de nombreuses années dans des plans successifs de réduction des déchets à la source qui se sont traduits par la distribution de composteurs individuels et collectifs, l'installation de containers de récupération des textiles ou des opérations contre le gaspillage alimentaire, comme cela fut le cas dans les écoles à Choisy-le-Roi. C'est une opération qui s'est étendue sur toutes les autres écoles du territoire, mais notre ville fut précurseur dans ce domaine.

Dans le cadre des plans de prévention aussi, des actions ont été menées pour le réemploi des déchets. Ainsi, des collectes solidaires qui ont lieu deux fois par an. Par exemple, à Choisy-le-Roi, elles sont situées rue Carnot pour récupérer les déchets électriques et électroniques. Enfin, comme je viens de le dire, le 8 février nous allons inaugurer une

ressourcerie qui sera gérée par une association d'insertion et tous les Choisyens auront la possibilité de déposer soit à la déchetterie municipale soit directement à la ressourcerie des objets, de l'électroménager, du mobilier qui sera réparé par du personnel en insertion et ensuite revendu à un prix modique. Là aussi, tous les Choisyens pourront aller acheter à moindres coûts du mobilier, du textile, des objets qui ont été rénovés par des salariés en insertion. C'est vraiment une démarche vertueuse qui fait qu'aujourd'hui, à Choisy-le-Roi, pour chaque type de déchets nous avons une solution de valorisation. Toutes ces solutions sont mises à disposition gratuitement des Choisyens.

Pour vous donner aussi quelques coûts, la tonne de déchets incinérée coûte 59,70 euros. La tonne d'encombrants collectés en porte-à-porte : 81,31 euros, la tonne de collecte sélective : 129,08 euros, d'où l'intérêt de trier pour valoriser les déchets. Quant au coût de fonctionnement des déchetteries, il est de 6,10 euros par habitant. Pour Choisy-le-Roi, en 2018, nous avons traité 13 807 tonnes de déchets incinérés, 13 805 tonnes de déchets ménagers, 1 340 tonnes d'emballages. Le tri représente donc 31,6 kilos par habitant. Ce chiffre stagne, il nécessite que nous sensibilisions en permanence les habitants au geste de tri. Enfin, 16,9 kilos par habitant et par an de verre collecté. La fréquentation de la déchetterie a connu un essor puisque 8 252 Choisyens ont fréquenté la déchetterie en 2018. Concernant les perspectives de la RIVED pour les prochaines années, c'est toujours sensibiliser, répéter le geste de tri, mais la priorité reste la réduction à la source des déchets. C'est à cela que nous nous employons avec l'ouverture de la ressourcerie. L'autre enjeu, pour les prochaines années, c'est aussi la collecte du plastique dans le cadre de la valorisation. Cela va nécessiter d'adapter le centre de tri. Actuellement, ce dossier est à l'étude de façon à ce que tous les emballages, même le plastique, puissent être triés puis valorisés par la RIVED.

J'ai voulu donner quelques éléments, car nous n'en avons pas souvent l'occasion. Même si c'est le Conseil municipal du budget, nous pouvions prendre cinq minutes pour donner quelques informations sur l'action de la RIVED. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Madame Brahimi. Monsieur Hervy.

M. Hervy : Merci, Monsieur le Maire. Un petit complément d'information. Merci, Nadia, pour cette information. Je tiens à souligner que si la ressourcerie est en capacité d'ouvrir dans ces délais c'est aussi parce qu'un travail assez serré a été mené avec le SICIO puisque la ressourcerie va ouvrir dans les anciens locaux du SICIO. La vente a été signée avec la Présidente de la RIVED il y a à peu près deux mois maintenant. Nous étions dans des délais assez serrés.

Ainsi, je tenais à souligner que les syndicats servent aussi à apporter du positif. Il ne faut pas toujours regarder le verre à moitié vide. Il faut regarder quelquefois aussi la partie remplie du syndicat qui permet un travail de qualité entre une mairie et un syndicat. Je voulais également souligner que la gestion du SICIO est aussi assurée par des élus de Choisy-le-Roi et la démarche écologique est à noter. Elle se traduit à travers l'action que nous avons dans les syndicats dans lesquels nous sommes adhérents. Merci Monsieur le Maire.

M. le Maire : Le rapport était fait par Nadia, elle a la délégation pour nous représenter lors des différentes instances de la RIVED. C'est un dont acte, c'est une prise de connaissance de ce rapport d'activité. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Vous venez de répondre à la question avant que je ne la pose puisqu'il est écrit approbation du rapport et en dessous nous disons que nous prenons acte. Il faut modifier, ce n'est pas une approbation.

M. le Maire : En effet, ce n'est pas l'approbation du rapport, nous prenons acte que le rapport a été présenté en séance. Nous n'allons pas réécrire le rapport de la RIVED, ce n'est pas l'objet, mais nous prenons acte qu'il a bien été présenté en séance. Je voulais vous dire aussi que le travail de la RIVED continue. C'est un syndicat intercommunal, les responsabilités des communes d'informer, de ré informer, ré insister auprès des habitants du fait que lorsqu'ils ont des déchets, ils peuvent les amener à notre déchetterie et il faut qu'ils le fassent. Ce n'est pas que du rôle du territoire, puisque c'est le territoire qui assume maintenant le ramassage des ordures. Les ordures, c'est les ordures ménagères et une fois par mois les encombrants.

Je pense que nos citoyens ont aussi à intégrer le fait qu'ils doivent aller à la déchetterie d'autant qu'indirectement ils la financent. C'est important de leur faire comprendre que c'est tout leur intérêt d'aller à la déchetterie. Aussi, je suis fortement satisfait de la mise en place de cette ressourcerie entre Choisy-le-Roi et Orly, c'est aussi la Maire d'Orly derrière le marché des terrasses, qui a mis en place cette démarche. Je suis quelqu'un de très sensible au fait de donner une deuxième vie aux objets, aux humains, mais aussi aux objets, et une deuxième chance aux personnes puisque les deux sont liés. Nous rentrons tout à fait dans cette démarche avec la mise en place de cette structure et nous pouvons nous en réjouir. C'était donc un dont acte.

Le Conseil municipal prend acte.

M. le Maire : Permettez-moi toutefois de revenir un peu en arrière. Je suis passé un peu vite sur les questions d'hygiène et santé parce que j'ai deux informations que je considère comme importantes à vous communiquer. L'installation d'un centre ophtalmologique à Choisy-le-Roi sur l'esplanade Jean Jaurès où seront installés prochainement sept praticiens : cinq orthoptistes et deux ophtalmologistes. Je voulais vous dire aussi qu'au bas de la tour Picasso, entre six et dix professionnels de santé vont s'installer puisque les locaux ont été achetés non seulement par un kinésithérapeute, mais des médecins généralistes venant du centre médical d'Évry et qui viennent s'installer à Choisy-le-Roi. C'est une très bonne chose. Cela a demandé un important travail pour convaincre l'hôpital Paul Guiraud qui ne voulait pas vendre à ces médecins, il avait une autre idée. Nous avons bloqué la vente à l'appui d'un travail spécifique du service urbanisme afin d'accueillir ces médecins. Une belle réussite, et notamment un travail du service urbanisme, et aussi de Patrice Diguët et de moi-même pour la venue de ces médecins. Nous pouvons nous en réjouir.

Bien, nous poursuivons l'ordre du jour.

DÉVELOPPEMENT LOCAL ET CITOYENNETÉ

→ 14. Mise à jour de la Charte des relations partenariales entre la commune de Choisy-le-Roi et le tissu associatif local

M. le Maire : Je donne la parole à Anne-Marie Arnaud en l'absence de Mme Benkahla.

M^{me} Arnaud : En 2015, le Conseil municipal a délibéré et approuvé la charte des relations partenariales entre la ville et le tissu associatif local. Il a été décidé de créer un Conseil local de la vie associative (CLVA). Ce dernier formalise les relations entre la ville et les associations. C'est un lieu d'expression et de délibération collectif. La notice qui vous est communiquée vous rappelle les modalités approuvées pour le CLVA lors de la délibération de septembre 2015. Cela concerne le fonctionnement, les grands principes, les modalités d'élection, ainsi que la participation des élus et des services.

Lors de la création du CLVA, il avait été décidé d'effectuer une évaluation tous les trois ans. Nous y voilà. Après quelques années de fonctionnement, il s'agissait d'actualiser les termes de la charte ainsi que du règlement intérieur. Il s'agit ce soir d'approuver les modifications de forme apportées et donc d'approuver les nouveaux textes pour les adapter au fonctionnement actuel du CLVA, mais surtout de les adapter pour les années à venir. Je tiens à préciser que la Commission qui s'est réunie le 17 décembre, même avec peu de participants, a approuvé à l'unanimité les propositions qui sont faites.

M. le Maire : Merci bien. Des remarques, des observations ? Madame Alirol.

M^{me} Alirol : Bonsoir à tous. Je voulais simplement faire une remarque sur cette délibération. Je voudrais savoir le bien-fondé d'une mise à jour de la charte qui lie la commune avec le tissu associatif en fin de mandat.

M. le Maire : Je peux répondre puisque je pense que si vous avez été attentive aux propos de Mme Arnaud, cela a été mentionné. C'est simplement un travail continu et les membres du CLVA, qui sont régulièrement élus par leurs pairs, ont travaillé pendant une année à être attentifs à l'évolution de la démarche de la charte, et cela arrive en cette période. Cela n'a rien à voir avec une histoire de fin de mandat, c'est lié au calendrier de travail et au processus que les membres actifs du CLVA ont eux-mêmes engagé, initié. C'est un processus qui a suivi son chemin et s'applique sur la base de la manière de fonctionner du CLVA.

M^{me} Arnaud : Les prochaines élections seront en septembre.

M. le Maire : Monsieur Panetta.

M. Panetta : Nous allons nous abstenir. D'une part pour la raison évoquée par Mme Alirol, parce que nous ne pouvons pas faire autrement que remarquer que le fonctionnement des associations est plus que sous influence des adjoints de la majorité. Cette charte est très décriée par des associations qui ont préféré arrêter leur mission associative vu la différence de traitement qui est faite si on « roule » politiquement pour la Mairie ou pas. Je tiens à le dire de la manière la plus ferme possible. Nous pouvons aller voir les associations qui ont arrêté, pour quelles raisons elles ont arrêté, je vous invite à venir.

D'autre part, nous avons plusieurs fois réclamé lors des attributions de subvention que les bilans des associations soient sur table. Des associations ont même touché des subventions sans bilan, des associations n'avaient pas un an d'activité et elles ont eu des subventions alors qu'il avait été dit qu'il fallait avoir un an d'activité. Maintenant, la collusion de certains Présidents d'association avec les adjoints de cette municipalité. Quand ce n'est pas l'adjoint lui-même qui la domicilie à son domicile, la dirige à travers un homme ou une femme de paille et qui après essaye de se rétablir pour faire disparaître cela. Nous avons des textes, des témoignages et des preuves à l'appui. Pour nous, nous sommes gentils de nous abstenir, nous devrions même voter contre. Merci.

M. le Maire : Vous votez contre où vous vous abstenez ?

M. Panetta : Nous allons nous abstenir, car nous ne mettons pas toutes les associations dans le même panier. Je tenais à dire ce fonctionnement d'associations qui sont actuellement en fonctionnement, respectueuses, et qui se concentrent uniquement sur l'objet de leur association. Nous ne pouvons pas voter contre des associations qui ont élaboré un travail de bonne foi. Pour autant, je tenais à faire remarquer ce manque de transparence de fonctionnement et certains fonctionnements curieux. En tout état de cause, il est de bon ton d'être très bien avec la majorité municipale lorsque nous avons une association. Merci.

M. le Maire : Évidemment, je n'entrerai pas dans ce débat puisque c'est votre point de vue. Là, il ne s'agit pas de cela, il s'agit de l'élaboration de la charte d'un collectif élu par ses pairs. D'ailleurs, je serai intéressé de savoir combien de communes, quelle que soit la couleur politique, ont le fonctionnement que nous avons pour la vie associative en mettant en place un CLVA, avec un sage qui est expert sur le sujet puisqu'il a eu des responsabilités nationales, qu'il a lui-même mis en place la charte nationale de la vie associative. Quelles sont les communes qui fonctionnent ainsi, qui font des votes, qui permettent à leurs représentants de travailler, etc., quelles sont les communes qui ont mis en place une maison de la vie associative et de la citoyenneté ?

Après, ce que vous mentionnez n'engage que vous, à mots couverts d'ailleurs. Le sujet n'est pas là. Nous votons le principe, l'évolution de la charte telle que l'a souhaité le Conseil local de la vie associative. Qui s'abstient ? Toute la droite. C'est important que nous transmettions cela aux représentants du CLVA, qu'au dernier Conseil municipal la droite s'est abstenue sur l'élaboration de la charte. Je vous remercie.

La délibération n°14 est adoptée à la majorité (11 abstentions, le reste pour).

→ 15. Répartition de la subvention aux associations locales pour la location d'un transport collectif - 1er versement

M. le Maire : Là non plus, pas de remarques au sein de la Commission ?

M^{me} Arnaud : Non, aucune remarque, approuvée à l'unanimité.

M. le Maire : bien. Qui s'abstient, qui vote contre ? Je vous remercie pour la vie associative.

La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité.

VIE INTERNATIONALE

→ 16. Avenant n° 2 à la convention FICOL projet « un marché pour Tringa »

M. le Maire : Faut-il encore des explications ou passons-nous au vote ? Une explication courte, Monsieur Ziegelmeyer.

M. Ziegelmeyer : Oui, une explication courte, je n'entrerai pas dans le débat précédent parce que quand je travaille, que ce soit dans l'international ou sur la mémoire, je n'ai pas l'habitude lorsque je rencontre un Président d'association de lui demander s'il a sa carte au parti communiste. D'ailleurs sur les anciens combattants, depuis le début de ce mandat, j'ai travaillé avec l'ensemble des associations d'anciens combattants dont certaines, nous le savons bien, sont beaucoup plus proches de l'opposition municipale que de la majorité.

Juste un petit mot personnel si vous me le permettez, Monsieur le Maire, ce n'est pas mon habitude dans cette instance, mais comme c'est mon dernier Conseil municipal, 12 années passées au service des Choisyens, 12 années de combat, 12 années où j'ai beaucoup appris et 12 années de plaisir. Je voudrais dire un petit mot pour des gens que nous ne remercierons jamais assez, je l'ai fait en général pendant à peu près toutes les initiatives internationales lors de ce mandat, c'est le personnel communal. Les services qui ont eu le plaisir, le bonheur ou parfois moins, de travailler en direct avec moi pendant ce mandat et pendant le précédent, mais aussi tous les autres services avec qui j'ai eu le plaisir de travailler. Nous, élus, votons beaucoup de choses, Monsieur le Maire l'a dit, prenons beaucoup de décisions, mais s'il n'y avait pas d'agents communaux qui, comme dans

d'autres professions, vont être maltraités par les réformes actuelles, nous ne ferions pas grand-chose. Nous pouvons demander aux élus de toutes petites communes, qui ont très peu d'agents communaux, les difficultés dans lesquelles ils sont.

Quelques explications rapides sur cette délibération. Puisque nous sommes dans le Conseil municipal sur le budget, une information que j'ai échangée avec la Direction générale. Vous savez, les cofinancements dans le cadre des projets de coopérations jusque-là étaient dans la norme des dépenses de fonctionnement. Ce qui, avec l'exceptionnel protocole Cahors, handicapait les villes qui avaient décidé de faire des projets de coopération puisque, pour être très clair, les subventions que nous recevions de l'État nous handicapait sur nos dépenses de fonctionnement, et de fait, encourageaient un certain nombre de communes à ne pas aller chercher ces subventions. Nous avons eu l'intelligence, dans ce budget, de mettre le marché de Tringa dans l'investissement. Cités Unies France, qui est trans courant politique, a mené cette bataille depuis plusieurs années et nous venons d'apprendre la bonne nouvelle que dorénavant ces éléments de subvention venant notamment de l'État, mais pas que, ne seraient plus comptabilisés dans l'aspect Cahors. À notre regret, cela ne sera pas dans la nouvelle loi solidarité internationale proposée au Parlement au printemps prochain, ce sera uniquement sur ordonnance préfectorale. C'est regrettable, il aurait été préférable que cela soit gravé dans la loi, peut-être que la majorité actuelle ne souhaite pas que nous re débattions de ce magnifique protocole Cahors.

Sur la délibération qui vous est proposée, ce nouvel avenant comme le disait Monsieur le Maire, et certainement avant le prochain, et le prochain, qui sera proposé par mon (ou ma) successeur, vient régulariser ce que nous avons déjà évoqué lors d'un Conseil précédent. Nous avons eu beaucoup de débats dans ce Conseil municipal sur moult sujets, dans ce mandat et dans le précédent. Je tiens à remercier l'ensemble du Conseil, car sur le projet Tringa Maréna nous avons toujours tout voté à l'unanimité et cela peut être notre fierté collective. Quoi qu'il advienne le 22 mars prochain, l'équipe qui sera dans cette salle de toute façon continuera puisque tout ce qui a été mis en place fait qu'aujourd'hui, sans piéger personne, nous ne pouvons revenir en arrière. Ce nouvel avenant vient donc régulariser ce qui a déjà été évoqué lors d'un Conseil précédent. Nous avons eu l'agréable surprise que la subvention du SIAAP, sur la base de la qualité de notre dossier et du travail des services, soit passée de 40 000 à 55 000 euros et qu'elle devienne subvention directe au projet. Comme prévu dans la convention votée à ce sujet au Conseil municipal de novembre dernier, il fallait changer la convention générale du projet. En conséquence de quoi, cet avenant est rédigé pour que la contribution réelle de la ville soit re précisée à hauteur de 3 097 euros. Au près de Frédéric j'ai beaucoup appris sur la précision des chiffres, donc c'est bien 3 097 euros sur un budget global de 848 202 euros. Nous avons peut-être des budgets frileux, mais nous sommes allés chercher 845 000 euros de subventions sur un projet de 848 000. Petite fierté personnelle à la fin de ce mandat.

M. le Maire : Merci. Des remarques, des observations ? Adopté, je vous remercie.

La délibération n°16 est adoptée à l'unanimité.

RENOUVELLEMENT URBAIN

→ **17. Quartier Sud : Approbation du programme de Renouvellement Urbain du quartier sud de Choisy-le-Roi et du projet de convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain de Choisy-le-Roi dite « Convention de Site Quartier sud Choisy-le-Roi », autorisation de signer cette convention et de solliciter les subventions inscrites**

M. le Maire : Nous avons cinq délibérations et je vous propose qu'elles soient présentées dans leur ensemble. Pour cela, je donne la parole à Patrice Diguët.

M. Diguët : Merci, Monsieur le Maire. Le projet qui vous est présenté ce soir est en cours de préparation depuis quatre ans et a déjà fait l'objet de plusieurs présentations au Conseil municipal, notamment en septembre 2016, en septembre 2018 pour le protocole d'étude, mais aussi en lien avec l'enfouissement des lignes à haute tension en mars 2018, et pour le relogement en novembre 2017 ou en décembre 2019.

C'est un projet global qui a été travaillé avec la ville d'Orly en s'appuyant sur l'arrivée du tramway, mais aussi en prenant en compte l'enfouissement des lignes à haute tension qui est devenu effectif depuis octobre 2019. C'est un projet qui s'appuie sur ce que souhaitent ses habitants et à qui nous avons fait confiance pour construire l'avenir de leur quartier. Ils ont modelé ce projet avec plus d'espace public ouvert. La réussite de cette concertation, primée par la gazette des communes - via un moyen que nous avons déployé : les supports de communication, merci au service communication - les ateliers urbains et relogement continu, l'implication des élus qui sont allés sur le quartier, la confiance et le pouvoir donné aux habitants de faire changer le projet, mais aussi le respect d'intangibles qui ont été validés par le Conseil municipal en 2016. Je rappelle ces intangibles :

- Ouvrir le quartier sur la ville et la Seine ;
- Favoriser la mixité sociale ;
- Maintenir et renforcer la place du végétal.

Les éléments du projet qui vous sont présentés aujourd'hui sont dans la lignée des présentations successives du projet depuis 2016. Il s'agit aujourd'hui avec la validation du programme de valider son financement et sa mise en opérationnalité. La convention ANRU est partagée en deux délibérations :

- Une convention de sites associés essentiellement au projet de Choisy-le-Roi ;
- Et une convention-cadre plus globale qui rayonne à l'échelle du territoire.

La convention de site présente l'ensemble des opérations prévu sur le quartier sud (les Navigateurs et Hautes Bornes), à l'exception de la reconstitution de l'offre de logements qui elle est inscrite dans la convention-cadre. Le projet a été présenté et validé par l'ANRU en avril 2019 et il a été particulièrement apprécié, car, nous a-t-on dit lors de cette présentation, c'est un projet intelligent et un projet maîtrisé financièrement. Il est en effet le moins cher des projets de renouvellement urbain ayant un caractère d'intérêt national sur l'ensemble des 11 projets présentés par le territoire, ces 11 projets ayant également un caractère d'intérêt national. Je rappelle que sur l'ensemble des territoires, ce sont 13 projets, 11 d'intérêt national et 2 d'intérêt régional. On nous a dit que c'était un projet qui s'appuie sur des opportunités. Effectivement, avec l'arrivée du tramway, la présence de la Seine, la présence du végétal, la diversité sociale du quartier des Navigateurs et l'expérience que nous avons du renouvellement urbain. Un projet qui répond aux problèmes soulevés, l'image soi-disant tant décriée du quartier, les problèmes de fonctionnement, le manque de mixité urbaine avec

uniquement du logement social, un quartier fermé sur lui même, le manque de cohérence urbaine, notamment avec la ville d'Orly et entre les autres secteurs des quartiers sud.

Un projet exemplaire avec un processus du relogement mis en œuvre : concertation, volonté de réussir la mixité sociale et urbaine, la création d'espaces publics ouverts et accessibles à tous. Aussi, en termes environnementaux, avec la prise en compte des problématiques liées à la gestion de l'eau, de l'énergie ainsi que le respect et le développement de la biodiversité.

En termes de programme nous retrouvons dans la délibération et la convention qui vous est soumise ce soir le programme équilibré avec comme chiffres clés la démolition de 267 logements locatifs sociaux, de 300 chambres de résidences sociales, la reconstruction de 668 logements, surtout en accession, et la réhabilitation de 156 logements. Ces constructions sont associées à une nécessaire intervention sur les équipements publics existants, et à venir, et les espaces publics, qui doivent favoriser le vivre ensemble et l'accès aux services.

Un équipement socioculturel qui regroupera le centre social, la ludothèque, les annexes de la médiathèque et du conservatoire, un pôle petite enfance en commun avec la ville d'Orly, un pôle enfance et sport, la restructuration des équipements scolaires. Des espaces publics qui favorisent les échanges, mais aussi l'adaptation au changement climatique. Enfin, en matière de développement économique, les rez-de-chaussée sont voués à être maîtrisés par le parapublic à travers la création d'une société d'économie mixte ou une foncière territoriale.

Sur le plan financier, c'est un projet global qui se monte à 136 millions d'euros. Sur la convention de site, qui nous concerne plus particulièrement, hors la reconstitution de l'offre et le financement des postes opérationnels, le montant est de 93 millions d'euros. Avec un travail des équipes de territoire pour multiplier le partenariat des financeurs avec 22,7 millions d'euros de recettes foncières, 22,1 millions de subventions ANRU, 6,2 millions de subventions de la Région, 5,1 millions du Département et 5,7 millions de Valophis habitat. Le coût pour la ville est de 14,1 millions pour environ 70 millions d'investissements d'aménagements réalisés, équipement et immobilier d'entreprise. Le territoire intervient sur ces champs de compétences délégués, à savoir l'assainissement et le développement économique pour l'essentiel.

Concernant le renouvellement urbain, l'EPT finance l'équipe projet, la maison des projets et un déficit de 1 million des Navigateurs. Enfin, pour en terminer avec l'objet de cette première délibération, il est proposé en termes de gouvernance de s'appuyer sur Expansiel, car le bailleur social est propriétaire de l'ensemble des terrains. Sur ces bases, il vous est proposé de valider la convention de site.

La deuxième délibération concerne la convention-cadre à l'échelle du territoire. Pour Choisy-le-Roi, elle concerne essentiellement la reconstitution de l'offre des 267 logements sociaux démolis. 93 ont été validés en septembre 2018 par le Conseil municipal, 95 seront reconstruits sur le site du quartier sud, 26 dans les Gondoles sud et 53 logements restent à identifier en termes de site. La convention-cadre concerne aussi le financement des postes de l'équipe projet, dont un pour l'EPT et un pour la ville.

La troisième délibération concerne la convention avec l'aménageur Valophis habitat. Il s'agit, à travers cette convention, de préparer les conditions de la mise en œuvre de la ZAC qui sera mise en place. Elle concerne à la fois les Navigateurs, mais aussi les Cosmonautes. Cette convention partenariale tripartite entre la ville, l'établissement public territorial et Valophis a pour objectif de définir les modalités d'une gouvernance et d'un pilotage partagés de l'opération par l'aménageur et les collectivités territoriales, de conjuguer les efforts des parties pour mener à bien les dossiers de création, de réalisation de la ZAC ainsi que sa mise en œuvre opérationnelle. Permettre aussi de définir les modalités de cessions foncières

entre les parties, tant préalables à l'opération que lors de sa réalisation et son achèvement, d'approfondir le programme établi dans la convention de renouvellement urbain, les modalités d'approbation des études, de suivi, de réalisation et de remises aux collectivités compétentes des ouvrages publics réalisés dans le cadre de la ZAC. Enfin, de définir les modalités financières pour la mise en œuvre de ce projet urbain ainsi que les participations de chacune des parties prenantes au bilan de l'opération. Je précise, pour être très clair, que cette convention n'a vocation ni à se substituer ni à modifier les engagements pris par les différents partis dans le cadre de la convention ANRU.

Le bilan de cette opération prend l'ensemble des dépenses concernant l'aménagement à la fois des Navigateurs et des Cosmonautes, à l'exception de la réalisation du parvis de l'équipement public qui sera réalisé sous maîtrise d'ouvrage ville. Un avenant sera prévu à cet effet pour intégrer les subventions liées à l'appel à manifestation d'intérêt dénommé ANRU plus, appel à manifestation d'intérêt dont la ville a été désignée lauréate, rappelez-vous. Les éléments concernant les Cosmonautes feront l'objet d'un avenant en 2021 pour compléter les financements indiqués. Les recettes foncières pourront être valorisées selon le choix de cession ou location du foncier des Cosmonautes. En application des orientations et ambitions qui sont celles prises par l'EPT d'être un territoire productif et innovant. Selon cette convention, si la ville est responsable de la concertation globale du projet, l'aménageur conduira les concertations réglementaires nécessaires au déroulement de l'opération. Je vous rappelle qu'en application de l'article L103-2 et suivant du Code de l'urbanisme, une concertation doit être organisée préalablement à la création d'une ZAC. En conséquence, il est proposé de mettre en œuvre les modalités de concertation suivantes :

- Tenue d'au moins une réunion publique au cours de laquelle seront présentés aux habitants, associations locales et toute autre personne concernée par le projet, les principes envisagés pour le projet ainsi que le déroulé prévisionnel de l'opération ;
- La mise en œuvre de l'exposition pour une durée d'un mois au cours de laquelle les visiteurs pourront prendre connaissance des perspectives de requalification du site. Cette exposition didactique permettra à la fois de présenter la procédure mise en œuvre, le rôle de la concertation, le diagnostic du site existant, les atouts, les dysfonctionnements, les enjeux, l'aménagement futur, les principes, le schéma, et la mise à disposition du public d'un registre sur le lieu de l'exposition sur lequel chacun pourra ainsi consigner ses observations.

La quatrième délibération concerne la signature de la convention résultant de l'appel à projets lancé par la Région dénommé « 100 quartiers écologiques et innovants », dont a parlé Nadia précédemment. Le travail réalisé autour de l'excellence environnementale de ce projet a été valorisé à travers l'octroi d'une subvention de 4 millions d'euros. Cette subvention accompagnera les investissements sur les équipements publics, son parvis, en intégrant les éléments de sobriété énergétique et de gestion des eaux pluviales. Globalement, c'est la volonté manifestée par les élus de défendre l'idée d'un urbanisme adapté aux changements climatiques, ou peu carboné, qui nous a permis d'être lauréats de cet appel à projets. Dans ce projet, que je vous engage à découvrir plus en détail auprès des équipes du renouvellement urbain, il s'agit de diminuer l'énergie nécessaire à la réalisation et au fonctionnement des ouvrages (l'énergie grise), mais aussi de mieux gérer les eaux pluviales à l'échelle du quartier pour offrir des îlots de fraîcheur et faire moins appel à l'eau potable pour les usages de type arrosage, nettoyage, chasse d'eau de l'équipement public.

Enfin, la cinquième délibération concerne le lancement d'un concours d'architecte pour l'équipement socioculturel. Cet équipement se doit bien sûr de favoriser le vivre ensemble, l'intergénérationnel et le multiculturel. Il comprendra le centre social qui sera déplacé de Langevin, de la culture qui sera déplacée de la maison pour tous et l'annexe au conservatoire, et du ludique bien sûr avec la ludothèque et une salle polyvalente. Le

concours d'architecte doit permettre de nommer d'ici la fin de l'année 2020 celui qui fera la conception de ce projet. Un premier jury autour de mai/juin 2020 permettra de choisir les trois candidats qui remettront un projet. Le jury sera composé des membres de la CAO qui seront élus lors de la prochaine mandature, accompagné par des professionnels. Enfin, il vous est proposé de retenir le principe de rémunérer les trois candidats retenus. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci pour la présentation de ces cinq délibérations qui concernent toutes l'évolution et le changement, le renouvellement urbain dans notre quartier sud, sachant que les conventions sont bien identifiées et bien spécifiques les unes et les autres même si cela rentre sur la globalité d'un même projet. Y a-t-il des remarques, des demandes de prise de parole ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Oui, une explication de vote. Dans ces délibérations, nous voyons des choses positives, bien sûr. La rénovation de ce quartier, notamment la rénovation des Navigateurs et des Cosmonautes. Le côté négatif, c'est que nous allons nous retrouver sur la zone quartier sud avec près de 200 logements supplémentaires ce qui va amener, au bas mot, 300 voitures supplémentaires et cela, pour nous, ce n'est pas acceptable. Nous n'allons pas voter contre, mais nous abstenir sur ce projet.

Par contre, nous allons nous abstenir sur les trois premières délibérations et voter pour sur les deux dernières, que nous distinguons puisque je suppose que l'assemblée va voter pour et que nous devons bien faire avec.

M. le Maire : Y a-t-il d'autres remarques, d'autres demandes de prise de parole ? Je tenais simplement à dire que cette démarche, sur l'ensemble du projet, a été reconnue par le Directeur général de l'ANRU, l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain. Ce dernier a souhaité venir à Choisy-le-Roi pour y signer le protocole. Je crois que c'était un signe important, car il ne se déplace pas dans toutes les communes de France pour signer ce type de texte. C'est le signe aussi de la qualité du travail, de démarches à la fois partenariales, participatives, et avec l'ensemble des partenaires.

Ceci étant, je vais soumettre aux voix la première délibération.

La délibération n°17 est adoptée à la majorité (11 abstentions, 28 pour).

→ 18. Quartier Sud : Approbation du projet de convention pluriannuelle cadre de renouvellement urbain de l'Établissement Public Grand Orly Seine Bièvre dite « Convention Cadre Territoire Grand Orly Seine Bièvre », autorisation de signer cette convention et de solliciter les subventions inscrites

La délibération n°18 est adoptée à la majorité (11 abstentions, 28 pour).

→ 19. Quartier Sud : Approbation du projet de convention partenariale Ville-EPT-Valophis Habitat pour l'aménagement du secteur Navigateurs/Cosmonautes, autorisation de signer cette convention et approbation des principes de concertation réglementaire en vue de l'aménagement des Navigateurs/Cosmonautes et préalable à la création d'une ZAC sur le secteur Navigateurs/Cosmonautes

La délibération n°19 est adoptée à la majorité (11 abstentions, 28 pour).

→ **20. Quartier Sud : Approbation du projet de convention et autorisation de signer cette convention cadre « 100 Quartiers Écologiques et innovants » avec la Région Île-de-France**

La délibération n°20 est adoptée à l'unanimité.

→ **21. Quartier Sud : Approbation de lancer le concours de maîtrise d'œuvre en vue de la réalisation d'un équipement socioculturel, son parvis et son parking**

La délibération n°21 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Je tenais à dire aussi, qu'évidemment dans le projet ce qui est important c'est la question de la mixité, du traitement des relogements, du travail sur la démarche de l'écoquartier. Aussi, nous avons réussi, à ce que la question du développement économique, comme celle d'un équipement public, soient entièrement intégrées dans le conventionnement. C'est quelque chose d'important. Sur la question des véhicules, des parkings souterrains sont prévus pour les nouveaux propriétaires et accédants qui viendront sur le site. De plus, vous le savez, nous allons fortement développer les différents types de mobilités urbaines avec la mise en place du tramway, les pistes cyclables, sans compter une attention particulière au piéton. C'est la volonté aussi de faire en sorte que ce quartier s'ouvre sur la Seine puisqu'une nouvelle passerelle sera mise en place pour permettre d'accéder à la Seine tout en favorisant les déplacements piétons d'un quartier à l'autre. Ce processus, et ce projet global entrent bien dans notre démarche de développement de ville durable pour demain puisqu'à la fois cela allie la question du développement social, de la politique de l'habitat, la démarche environnementale et la démarche économique avec la requalification des Cosmonautes. Monsieur Diguët.

M. Diguët : Une intervention pour féliciter l'équipe de renouvellement urbain avec laquelle j'ai eu beaucoup de plaisir à travailler. Nous avons bien travaillé ensemble, ils sont là, au fond de la salle et vraiment leur dire merci, car c'est un très beau travail qui a été réalisé.

M. le Maire : Ils l'ont entendu. Merci à eux. Nous passons aux questions de l'habitat. M. Roche, une petite intervention de présentation ?

HABITAT

→ **22. Approbation de la charte départementale pour le logement étudiant**

M. Roche : Oui, je vais en profiter.

M. le Maire : Toi aussi tu nous dis au revoir ?

M. Roche : Je ne sais pas si c'est le dernier, nous verrons. Avec cette charte, nous sommes vraiment dans ce que nous avons initié durant ce mandat donc, finalement, nous ratifions une charte qui ne nous contraint pas trop puisque nous avons pris l'initiative de développer le logement étudiant sur notre ville avec deux nouvelles résidences de qualité au cours de ce mandat. Elles répondent pleinement à un besoin. C'est naturellement que nous adhérons à cette charte.

M. le Maire : Merci. Pas de remarques ? Nous adoptons, je vous remercie.

La délibération n°22 est adoptée à l'unanimité.

→ **23. Garantie d'emprunt accordée au bailleur CDC HABITAT SOCIAL (EFIDIS) pour la réhabilitation de 32 logements sis 6 bis rue Verdun**

M. le Maire : Nous poursuivons sur deux garanties d'emprunt.

La délibération n°23 est adoptée à l'unanimité.

→ **24. Garantie d'emprunt accordée au bailleur CDC HABITAT SOCIAL (EFIDIS) pour la réhabilitation de 10 logements sis 21, rue Georges Clémenceau**

La délibération n°24 est adoptée à l'unanimité.

→ **25. Approbation des conventions de l'année 2020, pour la reconduction de mesures d'accompagnement social liées au logement (ASLL)**

M. le Maire : Nous allons nous arrêter sur ce point.

M. Roche : Comme c'est ma dernière intervention, de mon dernier Conseil municipal, je vais y revenir. Là, c'est un ensemble de conventions que nous avons avec des partenaires essentiels pour l'accompagnement social au logement à savoir l'AUVM, qui accueille des ménages en difficultés multiples d'insertion, tout cela est toujours issu du fichier demandeur de logement. Ce sont des gens, un public, qui aujourd'hui pour différentes raisons ne pourraient pas passer dans une Commission d'attribution de logement et qui demandent tout un travail d'accompagnement pour les amener à l'autonomie. Nous avons le CLAJ, que certains connaissent. C'est la mission locale, qui fait un travail, je tiens à le souligner ici, exceptionnel parce qu'ils sont transversaux sur le problème de la formation, de l'emploi et de ce fait, ils travaillent la question de l'autonomie, ils font un vrai travail d'éducation populaire (savoir ce qu'est une autonomie, un budget. Pour moi c'est une grande aide pour travailler sur la question des demandeurs de logement, des jeunes, problème qui fut souligné à de multiples reprises par tous les observateurs et familles politiques. Je peux dire que dans ce mandat, travailler avec le CLAJ a été un bonheur. De plus, ils arrivent à décrocher des contingents, nous ne savons pas comment ils y arrivent, mais ils y arrivent.

Nous avons initié depuis un an une colocation sur un très grand logement à loyer exorbitant. C'était une colocation de quatre jeunes (deux hommes, deux femmes), qui étaient au travail et pour qui c'était leur premier logement. Actuellement, nous faisons des sorties pour deux d'entre eux ce qui va nous amener à devoir retravailler la colocation avec deux nouveaux apports. Il a été décidé conjointement avec le CLAJ et le bailleur Valophis de faire des bilans. Le bilan de la vie de cette colocation est au-delà de nos attentes en termes de lien, de solidarité, d'entraide comme pour faire des lettres de motivation, etc. C'est un bel exemple. Tant que nous n'avons pas fait un process complet de sortie, réaffecter deux personnes étrangères et voir comment cela fonctionne, nous restons prudents, car Valophis était preneur pour étoffer le dispositif. Cependant, avec le CLAJ, nous avons dit préférer attendre d'avoir fait un process total pour finalement faire une évaluation. Nous signons donc pour continuer, cela marche très bien et sera finalisé dans les mois à venir puisque le prochain relogement d'une des sorties devrait intervenir dans le mois à venir.

Enfin, deux autres partenaires, le relais 94, qui eux aussi travaillent sur les ménages en difficulté sociale et avec lesquels nous travaillons beaucoup pour faire passer des dossiers d'attribution de logement. Soit sous forme de baux glissants, soit sous forme de garanties. Il s'agit là de relais absolument importants puisque des gens ont besoin d'être accompagnés jusqu'à leur entrée dans le logement, encore une fois sur la question des budgets, etc. Cela consolide fortement des situations qui étaient fragiles avant l'entrée dans le logement. Enfin, un dernier dispositif qui est le CLSM, le Comité Local de Santé Mentale. Ce comité rassemble des gens du secteur de santé mentale de notre ville avec Villeneuve, Ablon, Orly,

Choisy-le-Roi. Nous étudions toute la question de ces publics identifiés et diagnostiqués avec des problèmes de santé mentale, et qui ont des difficultés à être maintenus dans des logements ou d'accéder à des logements. Dans ces Commissions, nous travaillons avec les assistants sociaux des CMP, des bailleurs sont présents, car c'est une question importante. Là, je dois dire que je suis assez ému, car, à chaque fois, nous arrivons à trouver des solutions où seuls nous n'y arriverions jamais.

Un mot sur ce que j'ai trouvé en travaillant dans le secteur du logement. C'est toute la noblesse de tous les intervenants, quels qu'ils soient, même de l'État, qui travaillent sur ces questions de logement. Des questions fondamentales pour se poser et poser le futur épanouissement d'une vie. Merci de m'avoir offert ce mandat, Monsieur le Maire, je ne croyais pas forcément que j'allais prendre autant de plaisir, merci.

M. le Maire : Merci. Nous revenons sur la convention après la présentation de Gabriel Roche. Y a-t-il des remarques sur cette convention, au-delà du travail effectué ? Je n'en vois pas, nous adoptons, je vous remercie.

La délibération n°25 est adoptée à l'unanimité.

URBANISME

→ 26. Approbation de la convention de mise à disposition à la Ville d'un terrain à Congis-sur-Thérouanne

M. le Maire : Nous passons aux questions d'urbanisme. À la fois, c'est de l'urbanisme, mais aussi, c'est historique, c'est humain. C'est lié à la convention que nous avons signée avec notre ami Francis Elu, Maire de Congis-sur-Thérouanne, qui ne se représentera pas d'ailleurs. C'est la convention de mise à disposition du terrain de la fameuse clairière pour honorer nos martyrs. Laurent Ziegelmeier.

M. Ziegelmeier : Merci, Monsieur le Maire. Permettez-moi de dire que le descendant de déporté et de résistant que je suis est heureux de finir ces 12 ans d'engagement municipal par une délibération sur la mémoire. Je crois qu'il n'est pas nécessaire de rappeler à ce Conseil ce qui s'est passé en août 1944 à Congis-sur-Thérouanne, en Seine-et-Marne, qui est un évènement fort, douloureux pour notre ville. Même si je vois qu'ici ou là l'extrême droite a le vent en poupe, l'extrême droite que le débat public a contribué malheureusement à rendre, avec beaucoup de guillemets, « fréquentable ». Quand je vois ici ou là que certains refusent de faire barrage contre ce danger, notamment lors de deuxièmes tours électoraux, je pense à la présidentielle, mais je pense aussi à la dernière cantonale sur cette ville où certains se sont fourvoyés. Quand je vois qu'en Lituanie une loi négationniste s'apprête à être votée, comme hier en Pologne, ou que, pour finir, un ministre brésilien se permet de paraphraser, voire de citer, le sinistre Goebbels, je me dis qu'il y a encore beaucoup de travail à faire sur la mémoire. Beaucoup, en particulier avec la jeunesse et vous pourrez tous compter sur moi pour continuer ce travail sous d'autres formes.

La convention proposée ce soir est là pour sécuriser la tenue de cette commémoration sur un terrain, qui rappelons-le est privé. Elle permet également que d'autres initiatives se déroulent sur ce lieu. Je rappelle, comme l'a dit Monsieur le Maire, que cette convention de partenariat entre notre commune et celle de Congis-sur-Thérouanne a été votée à l'unanimité en 2017 dans ce Conseil. Convention que, par exemple, le CCAS a mise en œuvre. C'est-à-dire que nous devons aller fin août, lorsque nous sommes disponibles, à la commémoration, mais que nous pouvons à d'autres moments aller à Congis-sur-Thérouanne rendre hommage, et aussi faire un certain nombre d'autres choses. Le CCAS a été assez

exemplaire dans ce domaine. Il vous est proposé ce soir cette convention pour 20 ans. Convention qui n'est pas passée avec la commune de Congis-sur-Thérouanne, mais avec les propriétaires privés de ce terrain pour un montant annuel de 200 euros. Les négociations n'ont pas été aussi simples que cela et je voudrais en profiter pour remercier le gros travail du service urbanisme qui a réussi, en compagnie de la Cheffe de service des relations publiques, à convaincre les trois sœurs qui sont propriétaires de ce terrain. Je trouve qu'il est important de voter cette convention qui permet de sécuriser cette commémoration et ce travail de mémoire nécessaire autour des 13 fusillés de Congis-sur-Thérouanne. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci. Des remarques, des observations ? Madame Desprès.

M^{me} Desprès : Je vais le faire avec beaucoup de tendresse. Puisque tu as évoqué le CCAS, le 13 septembre dernier avec une cinquantaine de personnes du CCAS et ma collègue, Anne-Marie Arnaud, nous avons passé toute la journée à Congis-sur-Thérouanne. Nous avons rencontré le Maire, mais aussi des habitants de Congis-sur-Thérouanne et nous avons fini à cet endroit très symbolique pour la ville de Choisy-le-Roi. Des liens très forts se sont noués et nous avons pensé que chaque année nous referons un petit pèlerinage parce que les anciens se renouvellent et tout le monde ne connaît pas cette histoire. C'est très important qu'elle puisse être portée par nos deux villes. Vous voyez que je sais le faire avec tendresse.

M. le Maire : Vous faites donc des choses avec nos seniors, Madame Desprès ! Bien, nous votons. Unanimité, je vous remercie.

La délibération n°25 est adoptée à l'unanimité.

→ 27. Approbation de l'avenant n° 5 au traité de concession d'aménagement de la ZAC des Hautes Bornes et de l'avenant n° 1 de la convention de subventionnement

M. le Maire : Avez-vous besoin d'explications ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Oui, j'aimerais avoir de sérieuses explications, car passer de 3,6 millions à 4,4 millions, cela impacte le territoire et la ville, donc nous. C'est quand même énorme. Tout cela parce qu'une entreprise de gros œuvre a déposé le bilan. Or, en matière d'avancement de travaux, l'entreprise qui reprend les travaux tient compte de ce qui a été fait. Je ne m'explique pas. Tout à l'heure, vous disiez qu'il fallait être un scientifique pour savoir si des tuyaux passaient sous des arbres. Admettons... Pour autant, je sais voir quand des tuyaux passent sous des arbres ou pas. Excusez-moi, j'ai quelques notions de la construction, notamment lorsqu'une entreprise fait faillite. Soit cette société de gros œuvre n'avait rien fait et donc cela n'a rien coûté, soit elle a fait des travaux et l'entreprise qui prend la suite tient compte des travaux. Cela ne doit pas augmenter le budget. Là, nous parlons de 800 000 euros. Ou bien, si nous ne pouvons pas trouver une entreprise qui prend la suite et de maintenir les coûts, nous revoyons nos prétentions à la baisse. Ce n'est pas possible de partir avec un projet à 3,6 et de finir à 4,4 millions. En aucun cas nous ne pouvons voter cela, ce n'est pas possible. Je ne vois pas quelle raison peut amener cela ou bien c'est une modification importante de la structure et du projet lui-même, mais qui ne nous a pas été présenté. Merci.

M. le Maire : Bien, élément de réponse, Monsieur Diguët.

M. Diguët : La première entreprise avait commencé les travaux, comme vous le faites remarquer, mais en dépit du bon sens, si nous pouvons nous exprimer ainsi, l'entreprise qui est venue derrière a été malgré tout obligée de tout reprendre à zéro, car cela ne correspondait pas du tout à ce qui avait été défini au départ. Ce qui avait été fait ne servait à

rien, il a fallu tout refaire. Nous sommes repartis tout simplement à zéro, comme si rien n'avait été fait. Encore une fois, Monsieur Panetta, une Commission d'appel d'offres s'est tenue à la SADEV, plusieurs projets ont été examinés et nous avons pris le moins-disant afin de limiter les coûts, avec une entreprise que nous connaissons, qui est de notoriété publique. Malheureusement, nous ne pouvons rien sur certaines choses.

M. Panetta : Monsieur Diguët, je comprends votre explication, mais je vous signale qu'il existe des bureaux d'études. C'est plus qu'inquiétant lorsque vous me dites que l'entreprise a fait cela en dépit du bon sens. Des rendez-vous de chantier sont pris, des bureaux d'études, l'entreprise choisie a une assurance décennale et si elle faillit, cela ne doit rien coûter à la ville, car c'est du ressort des assurances. Ce que vous me dites, effectivement, peut être avéré mais qu'une entreprise puisse entreprendre des travaux alors que tous les contrôles sont menés ! Quand nous voyons que pour construire une simple maison qui fait plus de 200 m², vous avez une multitude d'obligations avec des bureaux d'études, des architectes, etc. comment une entreprise peut-elle démarrer des travaux, se « planter », puisque vous me dites que ce n'est pas une petite erreur, que tout a été fait ? Nous leur demandons un gymnase, peut-être faisaient-ils une table de ping-pong. Avec tous les contrôles qu'il y a autour, cela ne peut pas arriver. Pour autant, si cela arrive, toute entreprise possède une assurance, notamment en cas de faillible, et en aucun cas cela ne peut coûter 800 000 euros de plus à la collectivité. Je ne mets pas en cause votre bonne foi, je ne sais pas ce qui s'est passé, mais c'est inconcevable.

M. Diguët : Quand une entreprise se « plante » dans l'élaboration d'un prix, vous pouvez comprendre cela, elle cherche à gagner de l'argent. Ce gymnase ne valait pas 3,6 millions, mais bien 4,5 millions. C'est la raison pour laquelle nous sommes revenus à un prix normal. L'entreprise qui avait fait un prix très bas, c'est normal qu'elle se « plante », mais à l'époque, fallait-il le savoir.

M. Panetta : Là, je remets en cause la Commission d'appel d'offres. Vous me dites que cela valait réellement 4,5 millions, cela veut dire que vous avez choisi une entreprise dont effectivement le prix était trop bas, vous venez de le dire. Vous avez choisi le moins-disant, vous avez choisi 3,6 millions alors que cela valait 4,5 millions. Je suis désolé, nous pouvons nous tromper à 10 %, nous pouvons nous tromper à 20 %. Attendez, ce n'est pas possible de se trouver à 800 000 euros.

M. le Maire : La question du terme « anormalement bas » n'est certainement pas un terme approprié. Moi, je ne participe pas à la Commission d'appel d'offres. Ce que je pense, c'est qu'en effet le choix de la Commission d'appel d'offres avec la maîtrise d'œuvre qui était présente et certainement les experts qui ont présenté les différents projets, ont considéré que cela pouvait être dans l'ordre du possible. Cela a été accepté à la Commission d'appel d'offres. Il ne s'agit pas de notre Commission d'appel d'offres ici, c'est celle de la SADEV.

La question est de voter cette délibération et pas de débattre des choix d'organisation et de gestion du chantier, nous n'en sommes pas là. Nous devons voter, je peux vous dire simplement que lorsque j'ai su cette démarche, j'ai adressé un courrier au Président de la SADEV pour faire part, je vous le dis, de mon désarroi. Du fait aussi que je trouvais cela anormal, d'autant plus que nous perdions du temps sur la période de construction. J'ai fait pour ma part le nécessaire en interpellant le président de la SADEV et nous sommes rentrés dans une discussion pour savoir quel était l'investissement de la ville, et à quelle hauteur nous devons le prendre. Cela fait aussi partie d'une négociation, nous n'allons pas débattre du choix et des décisions prises par la CAO de la SADEV, ce n'est pas notre responsabilité ici. Notre responsabilité ici, et ce que je souhaite, c'est que ce gymnase puisse être opérationnel pour l'ensemble des sportifs et des scolaires qui en auront besoin en septembre prochain. Je considère que nous avons déjà pris près d'une année de retard et que c'est

inacceptable. Le Président de la SADEV a reçu à ce moment-là mon courrier. L'essentiel est de voter cette délibération pour que nous puissions abonder, et qu'en septembre l'ensemble de nos scolaires et de nos clubs sportifs puissent bénéficier de cet équipement qui sera un très bel équipement aux Hautes Bornes, semi-enterré. Je pense que nous aurons à l'inaugurer ensemble de belle façon. Le courrier adressé au Président de la SADEV visait à négocier pour que la ville ne prenne en charge qu'une partie du surcoût et c'est ce qui va se faire. Je soumetts au vote.

M. Panetta : Il est évident que nous n'allons pas voter contre ce gymnase, mais nous ne pouvons pas voter pour, malgré vos explications, nous allons nous abstenir. Au minimum, le président de la SADEV, je suis désolé, il démissionne. Ce n'est pas la première grosse bêtise que fait la SADEV. À tout le moins, nous remettons en cause nos relations avec la SADEV, qui a été épinglée par la Cour des comptes.

M. le Maire : Je ne vous laisserais pas dire des choses pareilles.

M. Panetta : Je suis désolé, c'est écrit, ce n'est pas moi qui le dis, je répète ce que dit la Cour des comptes.

M. le Maire : Relisez bien ce que dit l'ensemble du rapport de la Cour des comptes. C'est comme les journalistes, quand ils retiennent une phrase ou un paragraphe d'une interview. Ainsi, prenez en considération l'ensemble du rapport de la Cour des comptes et en effet, plutôt que des qu'en-dira-t-on, lorsque vous l'aurez lu nous pourrons en parler. Maintenant, nous ne sommes pas ici pour parler ni de la SADEV, ni du rapport de la Chambre régionale des comptes, ce n'est pas la Cour des comptes c'est bien la Chambre régionale des comptes, ce n'est pas la même instance. Nous ne sommes pas là pour cela.

Je mets aux voix. Je vous remercie.

La délibération n°27 est adoptée à la majorité (10 abstentions, le reste pour).

M. le Maire : Ce gymnase va être construit, il permettra à nos clubs sportifs et à nos scolaires de pouvoir bénéficier de cet équipement et il faut lui donner un nom. D'où la dénomination du gymnase. La parole est à l'adjoint au sport, Monsieur Aoummis.

→ 28. Dénomination du gymnase des Hautes Bornes

M. Aoummis : Merci, Monsieur le Maire. Nous allons continuer à parler de ce gymnase autrement. Ce n'est pas sans une grande satisfaction que je vous présente, chers collègues, la proposition de dénomination du nouveau gymnase des Hautes Bornes.

Ce gymnase tant attendu, et dont les travaux enfin suivent leur cours d'une manière soutenue pour être enfin prêt à la prochaine rentrée sportive et scolaire. Ce gymnase attend un nom à la hauteur de sa vocation multiforme. Vous n'êtes pas sans savoir que notre ville fait preuve, sur le plan sportif, d'une réelle dynamique, portée également par notre tissu associatif. Que ce tissu associatif, de quelque 9 000 adhérents, est très attentif aux formes de construction, de rénovation de nos équipements, mais également d'accompagnement financier et logistique dans le club. Notre politique sportive est axée, comme chacun le sait, sur des marqueurs forts, émanation des différentes assises des sports que nous avons à maintes reprises l'occasion d'organiser. Parmi ces marqueurs forts, un est érigé en statue de valeur primordiale. Il s'agit de la féminisation. 44 % de nos sportifs sont des sportives, ce qui contribue à faire de Choisy-le-Roi une ville vertueuse dans le sens du cheminement vers l'égalité entre les femmes et les hommes. Dans cet état d'esprit, à chaque fois que l'occasion se présente, nous ne manquons pas de rappeler nos efforts pour promouvoir les femmes au rang de dirigeantes et responsables de clubs, cela contribue à asseoir une diversité de

profils, d'expériences, et d'expertises, pour accompagner le développement des pratiques sportives dans notre ville.

C'est aussi pour cela qu'il nous a semblé nécessaire de nommer une institution aussi importante que celle du gymnase des Hautes Bornes autrement qu'en faisant référence à un homme, comme c'est le cas pour la totalité de nos équipements sportifs. Ainsi, le nom qui vous est proposé aujourd'hui et celui d'une femme, Alice Milliat. Elle est née le 5 mai 1884 à Nantes, décédée le 19 mai 1957 à Paris. C'est une nageuse, hockeyeuse et rameuse reconnue sur le plan national et aussi sur le plan international. Cofondatrice et Présidente de la Fédération des sociétés féminines sportives de France. Elle est aussi identifiée comme l'une des plus grandes militantes du combat pour la reconnaissance du sport féminin au niveau international. Sa notoriété dans le monde sportif a poussé l'écrivain André Drevon à lui consacrer en 1982 une biographie sous le titre : « Alice Milliat, la passionaria du sport féminin ».

Toujours, en termes de reconnaissance, le Comité olympique et sportif français a décidé tout récemment la création d'une œuvre d'art à l'effigie d'Alice Milliat, installée aux côtés de Pierre de Coubertin dans la maison du sport au Stade Charléty. Longtemps, le sport a été considéré comme une activité typiquement masculine, pratiquée notamment par les militaires et les bourgeois. Jusqu'à la moitié du XX^e siècle, le sport ne concernait qu'une minorité de femmes issues de l'aristocratie. L'œuvre à la fois sportive et militante d'Alice Milliat, institutrice de métier, a grandement contribué à démocratiser la pratique d'un sport pour et par les femmes. Que son nom soit attribué à une grande installation sportive de notre ville est bel et bien une illustration de notre effort pour le développement du sport en direction des femmes, mais aussi, et surtout, un bel hommage à cette figure emblématique du sport français et international.

M. le Maire : Merci, monsieur Aoummis, de nous avoir présenté à la fois notre démarche sportive en direction des femmes suite aux Assises du sport, mais aussi à avoir peut-être fait mieux connaître qui était cette militante du sport féminin. Je vous propose de voter pour que ce gymnase porte le nom d'Alice Milliat. Y a-t-il des remarques ? M. Panetta.

M. Panetta : Oui, nous en avons parlé en conférence des Présidents, je me réjouis de ce choix, qu'un gymnase porte le nom d'une éminente sportive, c'est très bien. Pour ma part, j'avais aussi un nom à suggérer, d'ailleurs nous venons de lui rendre hommage. Un grand boxeur un peu oublié, Young Perez, qui est le plus jeune champion du monde de France, mort en déportation lors des marches de la mort. Puisque nous parlons de mémoire, je pense que plus nous rappellerons une certaine histoire malheureuse et mieux cela sera. Le choix qui a été fait est très bon, peut-être que dans l'avenir nous aurons Young Perez. Merci.

M. le Maire : Oui, nous pouvons prendre en considération cette proposition dans la liste des personnages ou des personnalités à identifier pour nos nouveaux équipements. Je soumetts au vote. Unanimité. Je vous remercie.

La délibération n°28 est adoptée à l'unanimité.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ 29. Modification du guide interne de la commande publique : mise à jour des seuils de marchés

M. le Maire : Enfin, les deux dernières délibérations de la mandature. Il me revient de les présenter. Cette modification vient là pour tenir compte du décret 2019-1344 du 12

décembre dernier qui a modifié les dispositions du Code de la commande publique, relative au seuil et aux avances des règlements délégués de la Commission européenne qui fixe un certain nombre de seuils de procédures formalisées. Vous avez tous reçu la notice. Je vous demande donc d'approuver cette modification du guide interne des marchés publics de la commune de Choisy-le-Roi. Y a-t-il des remarques ? Des observations ? Je n'en vois pas, nous adoptons, je ne vois pas comment nous pourrions faire autrement.

La délibération n°29 est adoptée à l'unanimité.

→ 30. Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales

M. le Maire : Enfin, le compte rendu des décisions, y a-t-il des remarques sur ce compte rendu de décisions ? Pas de remarques ? Je vous remercie.

Le Conseil municipal prend acte de la délibération n°30.

M. le Maire : Simplement, avant de clôturer ce Conseil municipal, trois informations. Je voulais vous prévenir que l'ensemble des conseillers municipaux vont recevoir un courrier afin de leur faire part des modalités de restitution du matériel qui vous a été prêté pendant l'ensemble de cette mandature, je fais référence évidemment aux tablettes, mais pas uniquement puisque les adjoints ont d'autres types de matériel. Je pense notamment à leur écharpe, sauf s'ils souhaitent continuer. Je vous appelle aussi à être attentifs à vos agendas puisque le Conseil municipal d'installation se tiendra le samedi 28 mars. J'appelle aussi à la responsabilité des uns et des autres afin que nous puissions tenir les bureaux de vote pour que le scrutin du mois de mars se tienne de bonne façon. Les élus seront encore en responsabilité jusqu'à la fin du mandat et il est de notre responsabilité d'assumer pleinement cela afin que le scrutin se déroule dans les meilleures conditions, à la fois le 15 comme le 22.

Je vous remercie et bonne soirée aux uns et aux autres.

La séance est levée à 22 h 28.